

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 mars 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 25 mars 1996 et 26 mars 1996, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 19 maart 1996 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zee-macht en van de medische dienst", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 25 maart 1996 en 26 maart 1996, op laatstvermelde datum het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"... Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van het feit dat het de vaste wil is van de Regering om de wet van 11 juli 1978 in werking te laten treden voor 1 mei 1996, om zodoende de geest te respecteren van artikel 19 van de wet van 21 april 1994 tot wijziging van voornoemde wet van 11 juli 1978 dat de verplichting oplegde om "uiterlijk op de eerste dag van de vienrentwintigste maand volgend op die waarin deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt iedere bepaling van de wet in werking te stellen" (de bekendmaking heeft plaats gehad op 20 mei 1994). Tevens heeft de Raad van State in zij adviezen van 24 januari 1996 (L. 24.823/9, L. 24.824/9 en L. 24.724/9) erop gewezen dat de Regering binnen de kortst mogelijke termijn de noodzakelijke maatregelen behoort te nemen om uitvoering te geven aan de wet van 11 juli 1978".

*

*

*

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. L'avis de la section de législation est demandé dans un délai de trois jours. Le Conseil d'Etat regrette cette précipitation, s'agissant d'un texte important et

.../...

comportant 102 articles, et ce même si le ministre l'a transmis à titre officieux il y a peu et si, de ce fait, son examen par l'auditeur rapporteur et par le membre du bureau de coordination a pu se faire plus aisément et de manière assez approfondie.

2. Certaines dispositions du projet, notamment les articles 9, 48, 64 et 72, entraînent de nouvelles dépenses pour le budget du ministère de la Défense nationale; par ailleurs, les articles 82 et 83 sont de nature à produire de nouvelles recettes pour le Trésor. En vertu des articles 5 et 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, l'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget sont requis. Si l'avis de l'inspecteur des finances est joint au projet, l'accord du Ministre du Budget fait défaut.

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette dernière formalité que le projet est examiné.

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Si les articles 23, alinéa 2, 1^o, et 27 de la Constitution n'empêchent pas que certaines restrictions puissent être imposées aux fonctionnaires et, plus spécifiquement, aux militaires, lorsqu'ils entendent se prévaloir du droit à la consultation et à la négociation collective et de la liberté syndicale, ces restrictions doivent toutefois satisfaire aux exigences de l'article 11.2 de la Convention

.../...

de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article 22.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Ces dispositions s'opposent à ce qu'il soit porté atteinte à l'essence même du droit d'association. Seul l'exercice de ce droit peut être limité et uniquement dans la mesure où de telles restrictions répondent au critère de nécessité dans une société démocratique. Dans le cas d'espèce, les restrictions doivent être fondées sur la nécessité de préserver le bon fonctionnement de l'armée.

Par ailleurs, la section de législation a déjà considéré que l'établissement du statut syndical est réservé à la loi dans la mesure où la matière relève de la liberté d'association. Les habilitations données au Roi en cette matière doivent donc s'interpréter restrictivement.

2. La section de législation a également déjà fait référence au Rapport du Comité de la liberté syndicale du Bureau international du travail (1) à propos d'une plainte déposée contre le Gouvernement belge par l'Union nationale des syndicats indépendants et d'autres organisations syndicales.

(1) B.I.T, Bull. off., vol. L XX 1987, sér. B, n° 2, p. 10.

A cette occasion, le régime de la représentativité des organisations syndicales, lié à l'accès au Conseil national du travail, a été vivement critiqué, le comité demandant au Gouvernement belge de prendre des mesures en vue d'adopter au plan législatif des critères objectifs, préétablis et précis afin d'assurer que les organisations structurées au niveau national et interprofessionnelles puissent faire valoir leur droit en matière de représentativité.

Si la Cour d'arbitrage dans son arrêt 71/92 (1), n'a pas remis en cause ce régime de représentativité, elle a cependant indiqué qu'une telle condition peut se révéler discriminatoire dans son application si elle aboutit à sélectionner de manière arbitraire les organisations représentatives. Elle a également souligné que "si large et si imprécise soit-elle, l'habilitation donnée au Roi par l'effet combiné des dispositions de la loi du 21 mars 1991 et de la loi du 29 mai 1952, ne Lui permet en aucune façon de déroger au principe selon lequel, lorsqu'une norme établit une différence de traitement entre certaines catégories de personnes, celle-ci doit se fonder sur une justification objective et raisonnable qui s'apprécie par rapport au but et aux effets de la norme considérée".

(1) 18 novembre 1992, Moniteur belge du 8 décembre, p. 759 - recours en annulation des articles 30 et 31 de la loi du 21 mars 1991 sur les entreprises publiques économiques.

Si le principe d'égalité se concilie avec une différence de traitement pour autant qu'elle soit objective et qu'on puisse ainsi limiter la participation à la négociation et à la concertation, aux seules organisations syndicales dites représentatives, il convient cependant d'être plus restrictif quant à cette différence de traitement lorsqu'il s'agit de l'exercice même des prérogatives syndicales.

A cet égard, le Comité de la liberté syndicale précité a insisté pour que les organisations syndicales minoritaires auxquelles sont déniés les droits de négocier collectivement, puissent mener leur action et aient au moins le droit de se faire les porte-parole de leurs membres et de les représenter en cas de réclamation individuelle.

4. Dans un arrêt n° 62/93 du 15 juillet 1993, la Cour d'arbitrage s'est interrogée sur le caractère discriminatoire des articles 4 et 5 de la loi du 24 juillet 1992 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie.

Elle a décidé qu'elle ne pouvait prendre en compte les comparaisons faites entre la situation du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie et celle des autres membres du personnel des services publics et du personnel du secteur privé que dans la mesure où les emplois et fonctions de ces derniers sont comparables à ceux du personnel de la gendarmerie.

.../...

La Cour a ainsi limité son examen à la situation du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, comparée à celle du personnel des autres services de police.

Cette approche a également été privilégiée pour l'examen du présent projet en raison des rôles spécifiques qui incombent à la gendarmerie et à l'armée et de la similitude des lois du 11 juillet 1978 organisant respectivement le régime syndical à l'armée et à la gendarmerie.

5. D'une manière générale, les dispositions du projet pèchent par une certaine lourdeur. Or la qualité première d'un texte réglementaire doit être la clarté et l'intelligibilité de sa formulation.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Proposant.

Eu égard au contenu du projet , il apparait que d'autres ministres sont susceptibles d'intervenir dans sa mise en oeuvre.

Il conviendrait, en conséquence, d'adapter le proposant ainsi que la disposition exécutoire (article 102 en projet), en veillant à identifier les ministres compétents.

.../...

Dispositif.

Article 1er.

1. Mieux vaudrait rédiger la phrase introductive de la manière suivante :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :".

2. Les définitions figurant aux 3°, 4°, 6°, 7°, 8°, 9° et 10° sont déjà contenues dans la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical et doivent être omises.

3. Il ne ressort pas des explications fournies par les officiers délégués que le "caractère classifié" défini au 12° trouve appui sur une dispositions légale (1).

(1) Tant l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (article 85) que l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie (article 17), utilisent les notions de "caractère confidentiel" et "caractère secret". Par ailleurs, on renvoie à la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

Cette observation vaut pour toutes les dispositions du projet dans lesquelles cette expression est utilisée.

Article 2.

La division en paragraphes de cet article ne se justifie pas, chacun de ceux-ci ne contenant qu'un alinéa.

Paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er).

1. En vertu de l'article 2, § 2, de la loi du 11 juillet 1978 précitée, les projets de loi ou d'arrêté peuvent être dispensés de la négociation "dans des cas d'urgence et dans d'autres cas exceptionnels que le Roi détermine".

Or, l'article 2, § 1er, du projet prévoit qu'il revient au ministre de déterminer, par décision motivée, les cas d'urgence. Cette délégation est illégale et doit être omise.

Les cas d'urgence étant incertains par définition, il est impossible de les figer dans un texte à portée générale. D'où la nécessité d'une appréciation par le Roi, au cas par cas.

.../...

Paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2).

1. Il convient de fusionner les 1° et 2°, ce dernier étant une conséquence du premier.

Il est proposé de rédiger le texte de la manière suivante :

"1° dans les cas de mise en oeuvre des forces armées, définis à l'article 3, § 1er, 2°, de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver et lorsque les militaires sont mis sur préavis conformément à l'article 3, § 2, 3°, de la même loi;"

2. Le 4° n'est pas conforme à l'article 2, § 2, 1°, de la loi précitée. La délégation qu'il comporte est illégale et doit être omise.

Paragraphe 3.

Cette disposition est en contradiction avec l'article 2, § 2, 2°, de la loi qui exclut d'office de la négociation tous les projets qui ont trait à la mise en condition et à la mise en oeuvre des forces armées.

.../...

Il n'appartient pas au Roi d'apporter des tempéraments à cette interdiction. Le paragraphe 3 doit, par conséquent, être omis.

Chapitre premier du titre II.

Ce chapitre fait uniquement référence à l'agrément et au retrait de celui-ci.

Or, en vertu de l'article 16, § 2, de la loi, il y est également question de la "suspension préalable" au retrait.

Il conviendrait, en conséquence, de compléter l'intitulé du chapitre.

Article 3.

1. En vertu de l'article 12, alinéa 1er, 5°, de la loi, il incombe aux organisations syndicales militaires dites professionnelles de publier au Moniteur belge leurs statuts ainsi que la liste de leurs dirigeants responsables.

Or, l'article 3 en projet impose d'y ajouter, dans l'envoi adressé au ministre, une copie de leur règlement d'ordre intérieur.

.../...

Outre que cette condition n'est pas visée par la loi, elle est critiquable en ce sens que l'autorité militaire peut ainsi porter une appréciation sur le fonctionnement interne des organisations syndicales. Cette disposition doit, par conséquent, être omise.

2. L'article 3 gagnerait à être formulé de manière plus claire.

En effet, la première phrase de l'alinéa 1er vise l'ensemble des organisations syndicales, tandis que la seconde vise plus spécifiquement les organisations syndicales professionnelles et que le second alinéa fait référence "aux organisations syndicales visées".

Il conviendrait de diviser le premier alinéa en deux alinéas distincts.

3. Dans le second alinéa, on n'aperçoit pas pourquoi les organisations syndicales doivent seulement apporter la preuve qu'elles satisfont aux conditions imposées par l'article 12, 1° et 2°, de la loi. A tout le moins le 3° devrait également être visé.

4. Les troisième et quatrième alinéas sont relatifs au refus d'agrément des organisations syndicales.

.../...

Dans le système mis en oeuvre par l'arrêté royal du 5 janvier 1982 relatif à l'agrération des organisations syndicales du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, il est prévu, à l'article 2, § 3, que :

"L'agrération ne peut être refusée qu'après que les dirigeants responsables de l'organisation syndicale auront été mis en mesure de faire valoir leurs objections dans les quinze jours ouvrables de l'avertissement qui leur aura été donné par lettre recommandée à la poste.

L'arrêté de refus est motivé".

Dans le cas d'espèce, les organisations syndicales peuvent faire valoir leurs objections quant à l'avis négatif du ministre auprès du ministre lui-même, et ce sans qu'aucun délai ne soit prévu.

Il n'est pas admissible que le ministre doive rendre des avis motivés au Roi dont il doit ensuite contre-signer la décision. La tâche du ministre doit être de proposer au Roi un arrêté d'agrément ou de refus d'agrément.

5. Le dernier alinéa de l'article 3 doit être omis dès lors qu'il ne prévoit pas une motivation plus ample que celle requise par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

.../...

6. Il est proposé de rédiger l'article 3 en projet de la manière suivante :

"Art. 3. § 1er. Chaque organisation syndicale qui sollicite l'agrément, fait parvenir au ministre une lettre par pli recommandé à la poste.

Les organisations syndicales professionnelles mentionnent dans leur demande la date de la publication au Moniteur belge de leurs statuts et de la liste de leurs dirigeants responsables.

§ 2. Les organisations syndicales visées au paragraphe 1er prouvent qu'elles satisfont aux conditions imposées par l'article 12, alinéa 1er, 1^o , 2^o et 3^o, de la loi, en joignant à leur demande, une liste comportant les noms, adresses et signatures d'au moins un pour-cent du personnel militaire.

Les trois catégories de ce personnel doivent être représentées à concurrence de cinq pour-cent au moins des signatures recueillies.

§ 3. Lorsque le ministre propose au Roi un arrêté de refus d'agrément, un avertissement est communiqué, par pli recommandé à la poste, à l'organisation syndicale concernée.

.../...

Celle-ci dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à partir de la réception de l'avertissement pour faire valoir ses objections au Ministre par pli recommandé à la poste.

L'arrêté royal d'agrément ou de refus d'agrément ne peut intervenir avant l'expiration de ce délai.

L'arrêté royal d'agrément précise si l'organisation syndicale est affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail."

Article 4.

Il conviendrait de préciser la nature de la notification, à tout le moins pour les organisations syndicales.

La dernière phrase de l'article 4 doit être omise. En effet, en vertu de l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, les arrêtés royaux sont obligatoires dans tout le Royaume, le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai.

.../...

Article 5.

1. La disposition détermine les cas dans lesquels le Roi peut décider le retrait d'agrément d'une organisation syndicale.

Or, en vertu de l'article 16, § 2, de la loi, si le Roi est compétent pour fixer les mesures à prendre à l'encontre des organisations syndicales qui ne se conforment plus aux dispositions de cette loi et de ses arrêtés d'exécution, Il doit cependant prévoir une suspension préalable au retrait de l'agrément, ce qui n'est nullement le cas dans le texte en projet.

2. Le 2^o est critiquable dans la mesure où le retrait d'agrément intervient en raison de la non-communication au ministre des modifications apportées au règlement d'ordre intérieur de l'organisation syndicale. Il est renvoyé aux commentaires auxquels a donné lieu l'article 3.

3. En vertu de l'article 13, alinéa 1er, 3^o, de la loi, les organisations syndicales agréées ont le droit de recevoir la documentation relative aux matières énoncées aux articles 2, 7 et 8 de la même loi, c'est-à-dire aux matières soumises à la négociation et à la concertation.

.../...

Le projet prévoit cependant un double système d'octroi de la documentation. Il ressort des explications de l'officier délégué qu'en vertu de l'article 26 du projet, chaque organisation syndicale agréée obtient, à titre gratuit, une "dotation" de tous les règlements et documents édités par l'autorité militaire et relatifs aux matières susvisées et que, dans un second temps, elles peuvent également obtenir, mais moyennant le paiement du prix de revient, une "documentation complémentaire" relative aux mêmes matières.

L'officier délégué a précisé que, selon lui, "la documentation complémentaire" doit se comprendre comme étant des exemplaires supplémentaires de la "dotation" de base.

Afin d'éviter toute équivoque, il est proposé un nouveau texte à l'article 26 du projet.

C'est à la lumière de ces considérations que le 4^o de l'article 5 en projet doit être lu.

Cependant, on observe, d'une part, que l'article 26, alinéa 2, ne fait nullement référence à des délais, comme semble l'indiquer le 4^o précité, et que, d'autre part, il est tout à fait disproportionné d'assortir le non paiement de factures relatives à la documentation, d'une sanction aussi lourde que le retrait d'agrément.

.../...

4. Le dernier alinéa de l'article 5 aligne la procédure du retrait d'agrément sur celle du refus d'agrément. Il est renvoyé aux commentaires de l'article 3 du projet.

Article 6.

1. Le paragraphe 1er est inutile. Il reproduit l'article 5, alinéa 1er, 1^o, de la loi et doit être omis.

2. On complétera la seconde phrase du dernier alinéa de l'article 6 par les termes "affiliés cotisants en service actif". Seuls des membres du personnel militaire en service actif peuvent être pris en considération pour le comptage, en vertu de l'article 5 de la loi.

3. En vertu de l'article 11, § 1er, de la loi, le Roi est uniquement habilité à fixer la date du premier comptage des affiliés en service actif des différentes organisations syndicales professionnelles agréées. Le législateur a, quant à lui, fixé une période de six ans au cours de laquelle le comptage n'est plus possible. Ce n'est qu'à l'issue de cette période, que l'opération de comptage peut être sollicitée par une organisation syndicale simplement agréée.

Le dernier alinéa de l'article 6 en projet est ambigu dans la mesure où il permet un comptage une fois par an, sans préciser qu'il s'agit d'un comptage sollicité en vertu de l'article 11, § 2, de la loi.

Article 7.

Cet article ajoute des conditions de nomination des deux membres ordinaires, qui ne sont pas prévues dans l'article 11, § 1er, alinéa 2, de la loi.

Le Roi n'étant pas habilité pour ce faire, il convient d'omettre la précision selon laquelle ils doivent appartenir à la magistrature de l'ordre judiciaire et être titulaires d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit, l'un en langue française, l'autre en langue néerlandaise.

Article 9.

Les frais de parcours et de séjour sont différents selon que le fonctionnaire relève du rang 13 ou du rang 15. Il convient donc d'apporter plus de précisions à l'article 9 du projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, première phrase, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

Il est proposé, dans un souci de clarté, d'insérer à l'article 11 les mots "professionnelles agréées" après les mots "organisations syndicales".

Article 12.

.../...

2. Il est proposé de rédiger le paragraphe 1er comme suit :

"Art. 12. § 1er. Dès qu'elle est saisie en application de l'article 11, la commission de contrôle examine la représentativité des organisations syndicales concernées.

La commission de contrôle clôt la vérification au plus tard dans les quatre mois de sa saisine".

Article 13.

Cet article doit être omis compte tenu des articles 5, 2°, et 11, § 1er, alinéa 1er, in fine, de la loi.

La numérotation des autres articles du projet doit, dès lors, être adaptée.

Article 14.

La dernière phrase du dernier aliéna doit être omise eu égard au 6ème alinéa du paragraphe 1er de l'article 11 de loi.

La même remarque vaut pour la deuxième phrase de l'article 15.

Article 16.

.../...

Il est proposé de rédiger l'article de la manière suivante :

"Art. Il est satisfait à l'obligation de l'article 11, § 1er, alinéa 3, de la loi, par la production de pièces justificatives certifiées exactes par au moins deux dirigeants responsables".

Article 17.

Le fait que la commission de contrôle juge sur pièces ne peut l'empêcher d'entendre au préalable les dirigeants responsables des organisations syndicales concernées ou d'interroger le délégué de chaque organisation qui assiste aux opérations.

La loi ne s'oppose pas à une audition préalable .

Article 19.

Les articles 16 et 19 font double emploi. Il conviendrait de fusionner ces deux dispositions, en adaptant la numérotation des autres articles du projet.

Article 21.

1. Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Art. La décision de la Commission de contrôle constatant la représentativité ou la non-représentativité des organisations syndicales professionnelles agréées est notifiée au ministre et à ces organisations syndicales, par pli recommandé à la poste, dans les dix jours qui suivent la fin de l'examen".

2. Il est proposé de rédiger le dernier alinéa du même article ainsi qu'il suit :

"La décision de la Commission de contrôle constatant la représentativité d'une organisation syndicale professionnelle agréée produit ses effets, à l'égard de cette organisation et des autorités concernées, le jour de sa notification. A l'égard des autres organisations syndicales et des tiers, elle produit ses effets le lendemain du jour de la publication au Moniteur belge du nom de cette organisation syndicale".

3. Il ne ressort pas des dispositions en projet que les organisations syndicales professionnelles agréées pourraient contester la décision de non-représentativité prise par la commission de contrôle.

La loi prévoit, pourtant, en son article 11, § 2, que l'organisation syndicale évincée peut demander à la commission un nouvel examen de sa requête.

Le projet ne précise pas si ce nouvel examen aura lieu selon les mêmes modalités que le premier examen ou si une procédure plus rapide sera suivie.

D'autre part, l'article 10, § 1er, de la loi n'empêche pas la saisine, dans ce cas d'espèce, du comité du contentieux.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'il conviendrait d'organiser plus rationnellement le recours au comité du contentieux, eu égard à la procédure mise en place pour le contrôle de la représentativité.

L'article 76 est muet à ce propos.

Article 23.

L'article détermine les différentes hypothèses qui entraînent la perte de la représentativité.

Il s'agit du retrait d'agrément, de la diminution du nombre d'affiliés cotisants en service actif et de la constatation qu'une organisation syndicale représentative de plein droit n'est plus affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Cette disposition est cependant inutile, car la perte de représentativité est la conséquence naturelle du non

respect des conditions qui fondent cette représentativité. Elle doit, en conséquence, être omise.

Chapitre III.

Il convient de modifier l'intitulé de la manière suivante :

"Chapitre III : De l'exercice des prérogatives des organisations syndicales".

La même remarque vaut pour l'intitulé de la section première.

Article 24.

La deuxième phrase du second alinéa est critiquable eu égard à l'article 13 de la loi.

Aux termes de cette disposition, il revient au Roi seul de fixer les conditions selon lesquelles les organisations syndicales agréées peuvent mettre en oeuvre leurs prérogatives.

Or, dans le cas présent, les autorités militaires sont habilitées à déterminer le moment et la façon dont doit s'exercer la prérogative visée au 1^o de l'article 13 précité. Cette délégation est illégale.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

Il est renvoyé aux commentaires faits sous l'article 5 du projet. La disposition devrait être rédigée comme suit :

"Art. Les organisations syndicales agréées reçoivent à titre gratuit un exemplaire de tous les règlements et documents édités par l'autorité militaire relatifs aux matières énoncées aux articles 2, 7 et 8 de la loi.

A leur demande, elles reçoivent au prix de revient d'autres exemplaires des mêmes documents.

..."

Article 27.

1. Si la loi ne prévoit pas explicitement la possibilité de suspendre l'exercice des prérogatives syndicales, la formulation de l'article 13 semble toutefois le permettre. Celui-ci commence, en effet, par les mots "Sauf dans les cas déterminés par le Roi ...".

Il en résulte que le Roi pourrait exclure, dans certains cas, l'exercice des prérogatives syndicales et, à tout le moins, les suspendre.

.../...

L'article 27 en projet est critiquable pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, il revient au Roi seul de décider des cas dans lesquels cette suspension peut intervenir, et non au ministre. Ensuite, la suspension ne peut intervenir que pour les prérogatives des organisations syndicales simplement agréées visées à l'article 13 de la loi.

En effet, l'article 14 de la même loi qui a trait aux prérogatives des organisations syndicales représentatives, ne prévoit pas une habilitation équivalente permettant au Roi de restreindre l'exercice de ces prérogatives syndicales.

Dès lors que cette disposition ne peut être maintenue qu'à l'égard des organisations syndicales simplement agréées et que l'intention de l'auteur du projet est d'étendre la suspension des prérogatives à l'ensemble des organisations syndicales agréées, y compris les représentatives, il y a lieu d'omettre le paragraphe 1er de l'article 27, parce qu'il créerait une discrimination non justifiée.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La seconde phrase du paragraphe 3 serait mieux formulée de la manière suivante :

.../...

"... Sans cet accord, elles ne peuvent afficher dans les locaux de ces organismes, ni recevoir de la documentation émise par ceux-ci".

Le texte néerlandais de la première phrase du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Section II.

Il convient de modifier l'intitulé de la section II de la manière suivante :

"Section II - De l'exercice des prérogatives des organisations syndicales représentatives".

Article 28.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 29.

Le quatrième alinéa de l'article prévoit que le délégué syndical ne peut prendre connaissance des questions à choix multiple, alors qu'il peut prendre connaissance des questions posées aux candidats pendant l'examen.

On n'aperçoit pas la raison de cette distinction, d'autant plus que le dernier alinéa de l'article permet au délégué syndical de faire part de ses remarques sur le déroulement de l'examen ou du concours.

Il est proposé de rédiger cet article de la manière suivante :

"Art. Lors de chaque examen ou concours public de recrutement de membres du personnel militaire, chaque organisation syndicale représentative peut y envoyer un de ses délégués syndicaux agréés.

Celui-ci se fait connaître auprès du président du jury et s'abstient de toute intervention dans le déroulement normal des examens et concours.

Il ne peut prendre part à la délibération du jury.

Il peut prendre connaissance des questions au moment de l'examen ou du concours.

.../...

Le procès-verbal relatif au déroulement des épreuves ne peut lui être communiqué. Il peut, toutefois, joindre à celui-ci, dans une note séparée, ses remarques sur le déroulement de l'examen ou du concours".

Article 30.

1. La disposition s'inspire de l'article 10 de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif à l'exercice des prérogatives des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie, mais avec quelques nuances.

Ainsi, l'article 10 précité dispose que :

"Les organisations syndicales représentatives sont autorisées à organiser, en principe une fois par semestre, des réunions syndicales, même pendant les heures de service dans les locaux de service non accessibles au public.

L'endroit, la date et l'heure sont fixés préalablement par l'autorité de gendarmerie exerçant les attributions de commandant de quartier, en concertation avec l'organisation syndicale représentative concernée.

L'objet de la réunion est également communiqué au préalable à cette autorité.

La prérogative visée à l'alinéa premier est suspendue dans les cas visés à l'article 7".

L'article 30 du projet précise, quant à lui, que les organisations syndicales représentatives sont autorisées à organiser, au maximum une fois par semestre, par corps et pour le personnel du corps, des réunions syndicales.

.../...

A la différence de l'article 10 précité, qui utilise l'expression "en principe une fois par semestre" en laissant ainsi la possibilité d'organiser d'autres réunions, l'article 30 du projet est beaucoup plus restrictif. On n'aperçoit pas la raison de cette divergence.

2. Les deux derniers alinéas sont critiquables, car ils permettent un véritable droit de regard de l'autorité militaire sur une des prérogatives essentielles des organisations syndicales.

Si le Roi est habilité à fixer les conditions d'exercice des prérogatives syndicales à l'armée, il ne peut cependant méconnaître l'essence même de cette liberté syndicale.

Dans son arrêt du 15 juillet 1993, la Cour d'arbitrage a eu l'occasion d'émettre certaines considérations à propos de la liberté syndicale à la gendarmerie.

Elle a ainsi déclaré :

"B.3.6. Aux termes de l'article 11.2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il n'est pas interdit que les restrictions légales soient imposées à l'exercice de la liberté de réunion pacifique et d'association par les membres de la police. En vertu de l'article 22.2, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'exercice par les membres de la police du droit de s'associer librement peut faire l'objet de restrictions légales.

.../...

Les dispositions précitées s'opposent à ce qu'il soit porté atteinte à l'essence même du droit d'association. Il résulte des formulations utilisées que seul peut être limité l'exercice du droit d'association par les membres des services de polices, et uniquement dans la mesure où de telles restrictions répondent au critère de nécessité dans une société démocratique, puisque ce critère est à la base des conventions visées en général".

Les deux derniers alinéas de l'article 30 en projet doivent être omis.

Article 31.

On renvoie aux critiques formulées à propos de l'article 27, § 1er.

Le Roi n'est nullement habilité à suspendre l'exercice des prérogatives syndicales visées à l'article 14 de la loi précitée, ni celles visées à l'article 13 de la même loi, pour ce qui concerne les organisations syndicales représentatives.

L'article 31, § 1er, doit être omis.

2. Il est proposé de rédiger le paragraphe 3 de l'article 31 de la manière suivante :

"Les restrictions énumérées à l'article 27, § 3, sont également applicables aux organisations syndicales représentatives.

.../...

Sans l'accord des autorités militaires ou civiles des organismes internationaux ou interalliés, ces mêmes organisations syndicales ne peuvent exercer les prérogatives prévues à l'article 14, 2^o à 4^o, de la loi".

Titre III.

Il est proposé de supprimer les divisions en chapitres et sections.

L'intitulé du titre devrait être modifié comme suit :

"Titre III - De la création, de la composition et du fonctionnement du comité de négociation".

Il engloberait les articles 32 à 48 en projet.

Article 34.

1. En vertu de l'article 4, § 3, de la loi, la délégation de l'autorité comprend les ministres et secrétaires d'Etat qui ont compétence pour les matières soumises au comité de négociation ou leurs délégués.

Le Ministre de la Défense nationale sera probablement le ministre le plus fréquemment représenté au sein de la délégation de l'autorité.

.../...

En vertu de l'article 34, § 1er, du projet, c'est également lui ou son délégué dûment mandaté qui préside le comité de négociation.

Le texte de l'article 34, § 2, du projet ne dit cependant pas que le Ministre de la Défense nationale ou son délégué est compris dans la délégation de l'autorité, composée au maximum de six membres et au minimum de trois membres.

Il conviendrait de reformuler cette disposition.

2. L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur le fait que les exigences posées à l'article 34, § 2, peuvent être source de difficultés pour la formation de la délégation de l'autorité.

En effet, si le projet soumis à négociation devait intéresser quatre ministres, l'exigence que la délégation de l'autorité soit composée pour moitié de militaires du cadre actif en service actif, ne pourrait être respectée (1).

(1) Le troisième alinéa du paragraphe 2 est une transposition imparfaite de l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif au comité de négociation du personnel de la gendarmerie. Cette dernière disposition prévoit, en effet, que les ministres ou secrétaires d'Etat qui ne sont pas président du comité de négociation ont tous la qualité de vice-président.

3. Le dernier alinéa du paragraphe 2 doit être omis eu égard au paragraphe 3 de l'article 4 de la loi.

4. On observe également qu'en vertu de l'article 4, § 3, de la loi, la délégation de l'autorité ne comprend pas d'experts, à la différence de la délégation de chaque organisation syndicale représentative.

Or, le paragraphe 3 de l'article 34 du projet prévoit que des experts peuvent être adjoints à la délégation de l'autorité. Ceci constitue un ajout par rapport à la loi. Ce paragraphe sera omis.

Article 35.

1. Dans le premier alinéa, on remplacera les termes "par les alinéas" par les termes "aux alinéas".

2. En vertu de l'article 35, alinéa 2, la délégation de chaque organisation syndicale se compose de quatre membres au maximum, experts compris.

Or, l'article 4, § 2, de la loi fait clairement la distinction entre la délégation de l'organisation syndicale représentative et les experts qui assistent celle-ci.

Les experts ne peuvent être inclus dans la délégation syndicale eu égard à leur mission spécifique.

.../...

En outre, il résulte des explications fournies par l'officier délégué que ces experts ne doivent pas nécessairement avoir la qualité de militaire en service actif. Il peut, dès lors, en être déduit qu'un expert peut être un civil n'ayant aucun lien avec l'organisation syndicale qui le consulte.

Il convient, en conséquence, de supprimer dans le second alinéa de l'article 35 les mots "experts compris".

La deuxième phrase du second alinéa de l'article 35 doit être rédigée comme suit :

"... les membres militaires qui n'ont pas la qualité de dirigeant responsable ou de délégué permanent, sont choisis sur la liste prévue à l'article 85, alinéa 1er".

Enfin, il convient de remplacer dans l'alinéa 3 du même article, le verbe "compter" par le verbe "s'adjoindre".

3. Le cinquième alinéa du même article paraît contenir une sanction disproportionnée - à savoir l'exclusion de la séance de toute la délégation de l'organisation syndicale - par rapport au but poursuivi qui est de permettre la délivrance de cartes d'accès aux locaux militaires.

4. Dans l'alinéa 6, il convient de supprimer les termes "ou de son délégué". Seul le ministre peut se faire remplacer par un délégué.

.../...

5. L'alinéa 7 est critiquable dans la mesure où le président peut récuser un membre d'une délégation syndicale représentative au moment de l'ouverture de la séance du comité de négociation. Dans cette hypothèse, l'organisation syndicale est, en effet, dans l'impossibilité de le remplacer (1).

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 36.

1. Il est proposé de rédiger le paragraphe 1er de la manière suivante :

"Art. § 1er. Le comité de négociation est saisi d'office, par l'autorité compétente, des avant-projets de loi et des projets d'arrêté d'exécution visés à l'article 2, § 1er, de la loi.

Il est saisi par le ministre, lorsqu'une organisation syndicale représentative en fait la demande conformément à l'article 2, § 3, de la loi".

(1) A cet égard, on observe que l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif au comité de négociation du personnel de la gendarmerie ne permet que la récusation des techniciens (article 4, § 3, alinéa 5).

2. Il est proposé de transformer le paragraphe 2 en un second alinéa du paragraphe 1er, rédigé comme suit :

"L'organisation syndicale représentative envoie pour ce faire une requête au ministre, par pli recommandé à la poste. Celui-ci en informe, le cas échéant, les ministres ou secrétaires d'Etat compétents".

3. Il est proposé d'insérer un nouveau paragraphe 2 rédigé comme suit :

"§ 2. Si le Ministre constate qu'un projet ne peut être soumis à la négociation en vertu de l'article 2, § 2, de la loi, il en informe, par pli recommandé à la poste, les autorités compétentes et les organisations syndicales représentatives dans un délai de quinze jours ouvrables à compter du jour de la saisine du comité de négociation".

Article 37.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er du paragraphe 1er de la manière suivante :

"Art. § 1er. Le président du comité de négociation établit l'ordre du jour en tenant compte des saisines d'office et des demandes des organisations syndicales représentatives visées à l'article 36; il fixe la date des séances".

.../...

2. L'alinéa 2 du paragraphe 2 du même article prévoit la même formalité que celle visée à l'article 35, alinéa 4, du projet, mais cette fois elle est dépourvue de sanction.

Cette disparité ne se justifie pas objectivement.

Article 38.

Il est proposé de rédiger le dernier alinéa de la manière suivante :

"Tant que les négociations ne sont pas closes, ces documents ne peuvent être communiqués à des tiers".

Article 39.

Il est proposé de rédiger le second alinéa de cet article comme suit :

"Si aucune des délégations des organisations syndicales n'est présente, le secrétaire envoie une deuxième convocation fixant la réunion dans un délai qui ne peut être inférieur à sept jours.

Si, à l'occasion de cette nouvelle réunion, toutes les délégations des organisations syndicales ne sont pas présentes, la négociation est considérée comme étant accomplie".

.../...

Article 40.

Cet article est critiquable dans la mesure où il permet aux délégations présentes aux réunions du comité de négociation de modifier l'ordre du jour et d'ajouter ainsi un point à cet ordre du jour, alors que certaines délégations syndicales absentes pourraient particulièrement être intéressées.

Une minorité peut ainsi diriger les travaux du comité de négociation.

Il est proposé de rédiger le second alinéa de la manière suivante :

"Des modifications à l'ordre du jour ne peuvent être admises que lorsque toutes les délégations concernées sont présentes et ont donné leur accord à l'unanimité".

Article 42.

Les articles 42 et suivants du projet sont relatifs à la clôture de la négociation.

Toutefois, certaines contradictions apparaissent quant au moment exact de cette clôture.

Ainsi, l'alinéa 1er indique que la négociation se termine dans un délai de trente jours à compter de celui où le comité a examiné le point pour la première fois, alors que les articles 44, § 2, alinéas 5 et 6, et 46 prévoient

.../...

d'autres dates, soit celle de la signature du protocole, soit celle du protocole.

Il est, dès lors, proposé de rédiger le premier alinéa de l'article du projet de la manière suivante :

"Art. Les discussions relatives à la négociation se terminent dans un délai de trente jours ...".

Le dernier alinéa de l'article doit être adapté en conséquence. Il est proposé de le rédiger de la manière suivante :

"A l'expiration des délais visés aux alinéas 1er et 3, le président établit un projet de protocole".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 43.

Compte tenu de la remarque faite à propos de l'article 42, il convient de modifier le 6° de l'article 43 de la manière suivante :

"6° les points pour lesquels les discussions sont closes".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 44.

1. La dernière partie de la phrase du paragraphe 1er doit être rédigée de la manière suivante :

"Art. § 1er ... dans les dix jours qui suivent la fin des discussions relatives à la négociation".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, du même article, il est proposé de remplacer le terme "l'envoi" par le terme "la réception", eu égard au contenu du paragraphe 1er et d'adapter éventuellement le délai insolite de treize jours.

Il est proposé de rédiger le second alinéa du paragraphe 2 de la manière suivante :

"Le projet de protocole devient définitif si, à l'expiration du délai susvisé, aucune modification de texte n'a été proposée. Dans le cas contraire, les observations des délégations sont intégrées dans le protocole dont le texte ainsi amendé devient définitif".

Il est proposé de rédiger le cinquième alinéa du paragraphe 2 comme suit :

"La négociation se clôture par la signature du protocole".

Cette observation vaut également pour l'article 62 du projet.

.../...

Article 45.

Cet article ne prévoit pas qu'une copie du protocole est adressée aux organisations syndicales simplement agréées.

Or, en vertu de l'article 13, 3°, de la loi, les organisations syndicales ont le droit de recevoir toutes les documentations relatives aux matières soumises à la négociation et à la concertation.

L'article 45 du projet doit être adapté en conséquence.

Article 46.

1. La première phrase de l'article doit être omise eu égard à l'article 6, alinéa 2, de la loi.

Article 47.

En règle générale, il revient au comité lui-même ou à la commission de fixer son règlement d'ordre intérieur. C'est notamment ce que prévoit l'article 32 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

.../...

Dans le cas présent, cette tâche incombe au Ministre de la Défense nationale, étant entendu que le règlement doit être soumis à la négociation.

Ce système est critiquable :

a) En général, un règlement d'ordre intérieur ne peut que concerner des éléments mineurs du fonctionnement du comité. Or, dans le projet, il doit également régler les cas non prévus.

La délégation est, dès lors, illégale parce que trop large.

Il conviendrait d'énumérer clairement, dans le texte du projet, quels seront les aspects du fonctionnement du comité qui doivent être pris en compte dans le règlement d'ordre intérieur.

b) Afin d'éviter toute contestation quant au fonctionnement du comité de négociation, il est important que son règlement d'ordre intérieur soit approuvé par les organisations syndicales représentatives.

Ce règlement ne peut cependant être soumis à la négociation, compte tenu de l'article 2 de la loi.

Il convient, dès lors, de prévoir une autre procédure de collaboration pour son élaboration.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Art. Lors de la première séance du comité de négociation réunissant, outre le président ou son délégué, une délégation de l'autorité constituée conformément à l'article 34, § 2, et deux dirigeants responsables par organisation syndicale représentative, un règlement d'ordre intérieur est établi et adopté à la majorité absolue des délégations présentes. Toute modification ultérieure de ce règlement fait l'objet de la même procédure".

Titre IV.

Il est proposé de supprimer la division en chapitres et en sections du Titre IV et d'adapter l'intitulé de celui-ci de la manière suivante :

"Titre IV - De la création, de la composition et du fonctionnement du haut comité de concertation".

Il engloberait les articles 49 à 64 du projet.

Article 49.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 51.

1. Dans la mesure où cet article 51 s'inspire de la composition du comité de négociation, il est renvoyé aux commentaires consacrés à l'article 34 du projet.

2. Les termes "Sauf en cas de force majeure" figurant au troisième alinéa du paragraphe 2 sont superflus eu égard à l'article 55 du projet.

3. Le paragraphe 3 de l'article 51 appelle la même critique que celle formulée à propos de l'article 34, § 3 du projet.

Article 52.

Dans la mesure où l'article 52 en projet s'inspire de l'article 35, il est renvoyé aux commentaires de cette disposition.

Article 53.

1. Dans la mesure où l'article s'inspire de l'article 36 du projet, il est renvoyé aux commentaires auxquels cette disposition a donné lieu.

.../...

2. Il est proposé de rédiger l'article 53 de la manière suivante :

"Art. § 1er. Le haut comité de concertation est saisi d'office par l' autorité compétente des projets de règlement militaire qui règlent les matières visées à l'article 2, § 1er, de la loi.

Il est saisi par le Ministre lorsqu'une organisation syndicale représentative en fait la demande conformément à l'article 2, § 3, de la loi. Elle envoie, à cet effet, une requête au Ministre par pli recommandé à la poste. Celui-ci en informe, le cas échéant, les Ministres ou secrétaires d'Etat compétents.

§ 2. Si le président du haut comité de concertation constate qu'un projet n'est pas susceptible d'être soumis à la concertation en vertu de l' article 2, § 2, de la loi, il en informe, par pli recommandé à la poste, les autorités compétentes et les organisations syndicales représentatives dans un délai de quinze jours ouvrables à compter du jour de la saisine du haut comité de concertation".

Article 54.

1. Il est proposé de rédiger le paragraphe 1er de la manière suivante :

"Art. § 1er. Le président du haut comité de concertation établit l'ordre du jour en tenant compte des saisines

.../...

d'office et des demandes des organisations syndicales représentatives; il fixe la date des séances.

L'ordre du jour mentionne, par point à l'agenda, celui des délais prévus à l'article 58 dans lequel la concertation doit être terminée".

2. Dans la mesure où le paragraphe 2 s'inspire de l'article 38 du projet, il est renvoyé aux commentaires faits de cette disposition.

Article 55.

Comme l'article 55 s'inspire de l'article 39, il est renvoyé aux commentaires auxquels cette dernière disposition a donné lieu.

Article 56.

La remarque formulée à l'article 40 vaut également pour l'article 56.

Article 58.

1. Les articles 58 et suivants sont relatifs à la clôture de la concertation.

.../...

Or, comme pour les articles 42 et suivants du projet relatifs à la négociation, certaines contradictions apparaissent quant à la détermination du moment exact de cette clôture.

Ainsi, l'article 58 prévoit que la concertation se termine dans un délai de trente jours à compter de celui où le comité a examiné le point pour la première fois. Or, les articles 60, § 2, alinéa 5, et 62 prévoient d'autres dates pour la clôture de la concertation.

Il est, dès lors, proposé de rédiger le premier alinéa de l'article 58 en projet de la manière suivante :

"Art. Les discussions relatives à la concertation se terminent dans un délai de trente jours à compter de celui où le comité a examiné le point pour la première fois".

2. Le dernier alinéa du même article doit être adapté en conséquence et rédigé comme suit :

"... A l'expiration des délais visés aux alinéas précédents, le président établit un projet d'avis".

Article 59.

Il convient de modifier le 6° de l'article 59 de la manière suivante, eu égard aux commentaires formulés précédemment :

.../...

"6° les points pour lesquels les discussions sont closes".

Article 60.

1. Dans la mesure où l'article 60 s'inspire de l'article 44 du projet, il est renvoyé aux commentaires faits de cette disposition.

2. La dernière partie de la phrase du paragraphe 1er doit être rédigée de la manière suivante :

"§ 1er ... dans les dix jours qui suivent la fin des discussions relatives à la concertation".

3. Au paragraphe 2, alinéa 1er, du même article, il est proposé de remplacer le terme "l'envoi" par le terme "la réception", eu égard au contenu du paragraphe 1er.

4. Il est proposé de rédiger le deuxième alinéa du paragraphe 2 de la manière suivante :

"§ 2. Le projet d'avis motivé devient définitif si, à l'expiration du délai précité, aucune modification de texte n'est proposée. Dans le cas contraire, les observations des délégations sont intégrées dans l'avis dont le texte ainsi amendé devient définitif".

.../...

5. Il est proposé de rédiger le cinquième alinéa du paragraphe 2, de la manière suivante :

"La concertation se clôt par la signature de l'avis motivé".

Article 61.

1. L'article 61 s'inspirant de l'article 45 du projet, il est renvoyé aux commentaires formulés à propos de cette disposition.

2. Au 1^o de l'alinéa 2, on écrira :

"1^o au Ministre, ainsi qu'aux autres Ministres ou secrétaires d'Etat concernés;".

Le 2^o est inutile, puisque le chef de l'état-major général est le président de plein droit du haut comité de concertation, même si son délégué l'a remplacé.

3. Le 5^o devenant 4^o doit être complété par une référence aux organisations syndicales simplement agréées, eu égard à l'article 13, 3^o, de la loi.

.../...

Article 62.

1. La deuxième phrase de l'alinéa 1er doit être omise compte tenu de la disposition de l'article 60, § 2, alinéa 5.

2. L'alinéa 2 du même article prévoit que le "président notifie dans le mois ..." sans préciser de quel mois il faut tenir compte.

Article 63.

L'article s'inspirant de l'article 47 du projet, il est renvoyé aux commentaires faits de cette disposition.

Titre V.

Il est proposé de supprimer la division en chapitres et en sections du Titre V et d'adapter son intitulé de la manière suivante :

"Titre V - De la création, de la composition et du fonctionnement des comités de concertation de base".

Il engloberait les articles 65 à 72 en projet.

.../...

Article 65.

1. Le paragraphe 2 prévoit la création de comités de concertation de base particuliers, mais elle renvoie aussitôt à un arrêté royal ultérieur qui devra déterminer la composition et le fonctionnement de ces comités.

Dans la mesure où le projet examiné n'organise pas lui-même ces comités, la disposition doit être omise.

Article 67.

En vertu de l'article 8, § 1er, alinéa 2, de la loi, il n'appartient pas au Roi, mais bien au Ministre de la Défense nationale de désigner le président de chaque comité de concertation de base ainsi que les membres de la délégation de l'autorité et leurs remplaçants.

L'alinéa 1er de l'article doit être revu en conséquence.

Article 68.

1. La seconde phrase de l'alinéa 1er est critiquable dans la mesure où elle limite le nombre de techniciens pouvant accompagner les organisations syndicales représentatives.

Si une telle limite est permise dans le cadre de l'article 4, § 2, alinéa 2, de la loi, il n'en va pas ainsi

.../...

lorsqu'il s'agit de l'article 8, § 1er, alinéas 4 et 5, de la même loi.

Il convient d'aligner cette disposition sur la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 67 du projet.

2. Compte tenu de ces considérations, il convient de modifier la fin de l'alinéa 2 de la manière suivante :

"... ainsi que l'identité de leurs techniciens".

3. Les deux derniers alinéas de l'article 68 s'inspirant de l'article 35 en projet, il est renvoyé aux commentaires auxquels cette disposition a donné lieu.

Article 69.

Le second alinéa doit être omis compte tenu de la remarque formulée à propos de l'article 65.

Article 70.

1. Dans la mesure où cet article reproduit l'article 53 du projet, il est renvoyé aux commentaires formulées à propos de cette dernière disposition.

.../...

2. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'en vertu de l'article 8, § 3 de la loi, un comité de concertation de base peut être saisi d'une question, relevant de ses attributions, posée par le président de ce comité, mais demandée par un de ses membres.

Le projet est silencieux quant à la procédure à suivre dans cette hypothèse.

Article 71.

1. Pour l'alinéa 1er, il est renvoyé aux commentaires consacrés à l'article 47.

2. L'alinéa 2 n'est pas conforme à l'article 8, § 1er, alinéa 5, de la loi qui prévoit que seul le Roi peut déterminer les modalités relatives au fonctionnement des comités de concertation de base.

Il n'appartient pas au règlement d'ordre intérieur de fixer de telles modalités.

Seules des modalités tout à fait accessoires peuvent y être prévues.

Article 73.

L'alinéa 2 doit être omis, car il ne fait que paraphraser l'article 10, § 1er, alinéa 1er, de la loi.

.../...

Article 75.

1. Le paragraphe 1er prévoit que le comité du contentieux est présidé par le chef de cabinet du Ministre ou son remplaçant.

Les membres des cabinets ministériels, dont les missions sont définies à l'article 1er de l'arrêté royal du 20 mai 1965, sont les collaborateurs personnels du Ministre. Ils sont dépourvus de la qualité d'autorité administrative et ne peuvent se substituer à l'administration (1). La doctrine les qualifie parfois de "fonctionnaires politiques" (2).

Par ailleurs, compte tenu de la mission contentieuse impartie au comité, il ne se justifie pas qu'un collaborateur personnel du Ministre, dépourvu de pouvoirs propres, le préside. L'impartialité du président du comité du contentieux doit, en outre, être effective. L'auteur du projet a, du reste, veillé au respect de cette exigence pour ce qui concerne la commission de contrôle, en désignant des magistrats professionnels. La même solution devrait être retenue pour la présidence du comité du contentieux.

2. L'alinéa 2 du paragraphe 2 doit être omis. En effet, l'article 10, § 4, de la loi prévoit que l'article 4, § 3, de cette même loi est applicable à la composition du

(1) SALMON J., "Le Conseil d'Etat", Tome I, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 402.

(2) SALMON J., op. cit., p. 402.

comité du contentieux, de sorte que la délégation de l'autorité doit comprendre le ou les Ministres et secrétaires d'Etat qui ont compétence pour les matières soumises à ce comité.

3. On relève que la délégation de l'autorité peut se composer d'un nombre illimité de membres, alors que la délégation de chaque organisation syndicale représentative ou agréée ne peut comprendre que deux dirigeants responsables. Une composition paritaire de ce comité répondrait plus adéquatement à sa mission.

La deuxième phrase de l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 75 peut être omise.

La deuxième phrase de l'alinéa 4 du paragraphe 2 de l'article 75 peut également être omise, eu égard à l'article 10, § 1er, alinéa 2, 1o, de la loi.

Dans la première phrase de l'alinéa 4, on écrira :

"Les délégations des organisations syndicales agréées non représentatives se composent également ...".

Article 76.

1. Vu les missions du comité du contentieux, il convient d'avoir égard aux principes généraux du droit, tel que le droit d'être entendu, le droit à un examen objectif du différend etc. ...

.../...

D'une manière générale, l'article 76 est lacunaire par rapport aux autres dispositions du projet qui organisent les différents comités intervenant dans les relations collectives à l'armée.

La référence aux articles 54 à 62 du projet pour ce qui concerne le fonctionnement du comité doit être adaptée de manière plus spécifique aux compétences qui lui sont attribuées.

2. Le projet est également silencieux quant aux frais de fonctionnement du comité et quant à son règlement d'ordre intérieur.

3. A l'alinéa 2, on remplacera le verbe "ressortent" par le verbe "ressortissent".

Article 77.

1. Il ressort de l'article 15 de la loi que les représentants des organisations syndicales exercent tous une "mission syndicale".

Le texte en projet opère toutefois, quant à leur situation administrative, une distinction entre ceux qui remplissent cette mission de manière permanente et ceux qui ne la remplissent que de manière ponctuelle, les premiers étant mis en "mission syndicale", les seconds l'étant en "congé syndical".

.../...

A la "mission syndicale permanente" doit correspondre la position de "congé syndical permanent", et ce pour ce qui est des délégués syndicaux permanents; aux autres "missions syndicales", doit correspondre la situation de "congé syndical".

La disposition figurant au 2° de l'article sera revue en conséquence.

2. Le 3° de l'article assimile les techniciens et experts des organisations syndicales à des délégués syndicaux. Or, ceux-ci peuvent être des civils et n'avoir aucun lien avec l'armée. Il convient, dès lors, de revoir le statut des experts à la lumière des commentaires de l'article 35 du projet.

3. Au 4° du même article, il est fait référence aux articles 13, 1° et 2°, et 14, 1°, 2° et 3°, de la loi.

On n'aperçoit pas pourquoi les prérogatives consacrées aux 3° de l'article 13 et 4° de l'article 14 de la loi ne sont pas visées.

Rien n'interdit, en effet, qu'une organisation syndicale agréée représentative désigne un membre du personnel pour recevoir la documentation nécessaire aux négociations et concertations et qu'elle désigne également un membre du personnel pour organiser des réunions syndicales.

.../...

4. L'alinéa 2 de l'article 77 n'est pas conforme à l'article 15 de la loi. Il n'appartient pas au Roi d'exclure une catégorie de militaires pour l'exercice des missions syndicales.

Seule une modification de l'article 1er de la loi, qui détermine le champ d'application de celle-ci, pourrait avoir pour effet d'exclure les candidats militaires ou de les soumettre partiellement à ladite loi.

Article 78.

Le premier alinéa de l'article peut prêter à confusion. L'obligation d'adresser au ministre la liste des dirigeants responsables n'incombe, en réalité, qu'aux organisations syndicales qui souhaitent obtenir l'agrément. Il s'agit, d'une part, des organisations syndicales représentatives affiliées à une organisation syndicale siégeant au Conseil national du travail et, d'autre part, des organisations syndicales professionnelles agréées, représentatives ou non.

Il convient, en conséquence, de modifier de la manière suivante, les alinéas 1er et 2 :

"Art. Lorsque la liste des dirigeants responsables des organisations syndicales agréées comprend plus de six personnes, seules les six premiers obtiennent la qualité de dirigeant responsable".

Article 79.

1. Il ressort de l'article que seules les organisations syndicales représentatives pourront disposer de délégués syndicaux permanents.

L'article 15 de la loi précise cependant que le Roi établit les règles qui sont applicables aux délégués militaires des organisations syndicales agréées. L'habilitation n'est nullement restrictive.

Par comparaison avec le régime appliqué à la gendarmerie, suivant lequel les organisations simplement agréées sont autorisées à désigner deux délégués permanents dont les traitements sont pris en charge par le budget du ministère de l'Intérieur (1), le régime syndical de l'armée pour les organisations syndicales simplement agréées apparaît comme très restrictif, sans que l'on aperçoive si une telle différence de traitement par rapport aux organisations syndicales représentatives est susceptible de justification objective et raisonnable.

Ne pas permettre aux organisations syndicales simplement agréées de désigner des délégués permanents, limite fortement l'effectivité de leur liberté syndicale, sans qu'il soit démontré que cette restriction serait nécessaire au bon fonctionnement de l'armée.

(1) En vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie.

Article 80.

1. L'article est relatif au retrait de l'agrément d'un délégué syndical permanent. Bien que l'avis du comité du contentieux soit requis, rien n'est prévu pour l'audition de ce délégué permanent. Or, dans le cas d'espèce, on touche au statut de ce membre du personnel militaire, puisqu'il est mis fin à son congé syndical.

Il conviendrait d'assortir cette procédure de certaines garanties pour celui qui en fait l'objet (1).

2. Le dernier alinéa de l'article doit préciser à partir de quelle notification la décision du ministre produit ses effets.

Article 81.

1. Compte tenu de l'observation faite à propos de l'article 77, 2°, il est proposé d'écrire à la fin de l'alinéa 1er : "... est de plein droit en congé syndical permanent".

(1) Voir, l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie prévoit que le ministre décide de ce retrait qu'après avoir entendu le délégué permanent et un ou plusieurs dirigeants responsables et après avoir recueilli l'avis du comité de négociation.

2. Aux paragraphes 2 et 3 du même article, il convient de remplacer les termes "la mission syndicale permanente" par les termes "le congé syndical".

3. Le dernier membre de phrase du paragraphe 3, alinéa 1er, "ou encore lorsque son organisation syndicale n'est plus considérée comme représentative", est inutile puisqu'il s'agit d'une conséquence logique de la perte de représentativité.

Article 85.

1. Dans le régime organisé par le projet aux articles 3 et 79, il revient au Ministre de la Défense nationale, soit avec le Roi, soit seul, d'octroyer ou de refuser l'agrément.

Le présent article prévoit, par contre, que c'est l'autorité militaire elle-même qui octroie l'agrément des deux cents membres mentionnés sur une liste dressée par chaque organisation syndicale représentative.

On n'aperçoit pas la raison de cette disparité dans le régime mis en place.

La procédure d'agrément des organisations syndicales ayant un contenu politique non négligeable, il est

normal qu'elle soit assumée par un ministre responsable devant le Parlement (1).

Il ressort des explications fournies par l'officier délégué que l'agrément de ces délégués est automatique. Or, le deuxième alinéa de l'article 85 dément cette affirmation, puisque l'autorité militaire est en mesure de refuser l'agrément.

2. Il est proposé de compléter l'article 85, alinéa 1er, en indiquant que le délégué qui peut assister aux opérations de vérification de la commission de contrôle en vertu de l'article 11, § 1er, alinéa 6, de la loi, peut également être choisi parmi les deux cents membres de la liste susvisée.

Alors que la liste établie par les organisations syndicales simplement agréées en vertu de l'article 87, alinéa 2, du projet doit comprendre des représentants de toutes les catégories du personnel militaire, celle qui résulte de l'article 85, alinéa 1er, ne doit pas répondre à cette exigence.

Or, en vertu des articles 1er, § 1er, et 12, 1^o, de la loi, les organisations syndicales agréées doivent

(1) Il est à noter que l'article 11, § 1er, de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie prévoit quant à lui, qu'il revient également au Ministre de l'intérieur de procéder à l'agrément des autres catégories de délégués syndicaux.

défendre les intérêts de toutes les catégories de militaires.

Il convient d'adapter en conséquence l'article 85, alinéa 1er, du projet.

Article 86.

1. Il résulte de l'article que le congé syndical n'est octroyé que pour le jour où le comité se réunit et non pour les jours nécessaires à la préparation des travaux de ce comité. Le texte en projet paraît, dès lors, restrictif (1).

2. A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... congé syndical pour le jour ...".

3. Le second alinéa du même article est critiquable dans la mesure où il rend applicable l'article 2, §§ 1er et 2, du projet à des membres du personnel, alors que cette disposition vise les cas d'exception à la négociation et à la concertation.

(1) Voir l'article 12, § 1er, de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 précité qui prévoit que le congé syndical couvre non seulement le jour où se réunit le comité concerné mais également le ou les jours nécessaires à la préparation des travaux de ce comité.

Il est proposé de rédiger le second alinéa de la manière suivante :

"Le congé syndical visé à l'alinéa 1er ne peut être octroyé aux militaires qui sont mis en oeuvre en vertu de l'article 3 de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver".

Section III.

Dans l'intitulé de la section III, il convient d'écrire "Des prérogatives syndicales".

Article 87.

1. L'alinéa 1er fait référence aux prérogatives des organisations syndicales représentatives visées à l'article 14, 1^o, 2^o et 3^o, de la loi. Or, cette disposition contient également un 4^o qui consacre la prérogative d'organiser des réunions dans les locaux.

Il ressort des explications de l'officier délégué qu'il n'est pas possible pour un délégué syndical d'organiser, sur le plan local, une réunion. Cette initiative doit venir de l'organisation syndicale elle-même eu égard à l'article 30 du projet.

.../...

Il est renvoyé aux commentaires consacrés à ce dernier article.

2. En vertu de l'alinéa 2 de l'article, il revient au chef de l'état-major général d'agréer les vingt membres de la liste établie par les organisations syndicales simplement agréées.

Il est renvoyé à la critique formulée à l'occasion de l'examen de l'article 85 du projet.

3. Du fait que les vingt membres figurant sur la liste seront chargés de prérogatives syndicales sur le plan local, il conviendrait de prévoir, comme à l'alinéa 1er du même article, que cette liste doit être adressée aux chefs de corps concernés.

Article 88.

1. L'alinéa 2 s'inspire, dans une certaine mesure, de l'article 14 de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie.

Cependant cette dernière disposition est nettement moins restrictive.

En effet, si pour le calcul du temps de travail, la dispense de service n'est prise en compte qu'à concur-

.../...

rence d'un jour maximum par trimestre, elle profite au membre du personnel ayant effectué des prestations syndicales.

L'article 88 du projet prévoit similairement que la dispense de service entre en ligne de compte à concurrence d'un jour maximum par trimestre. En revanche il dispose que ce jour est alloué "par corps ou par unité équivalente".

Le système mis en place par l'article 88 semble dénaturer le concept de dispense de service qui, dans son acception habituelle, suppose que la dispense reste attachée à la position administrative du représentant syndical, membre du personnel à qui elle profite.

2. La dernière phrase de l'article 88 prévoit également que ce jour par trimestre sera imputé sur le total des cinquante jours de congés syndicaux visés à l'article 89, § 1er, alinéa 2, du projet.

Cette imputation ne s'effectuera donc qu'à l'égard du crédit de congés octroyé aux organisations syndicales simplement agréées.

Des explications fournies par l'officier délégué, il ressort que ce système est destiné à ces seules organisations syndicales parce qu'elles n'ont aucune activité sur le plan national.

Ce système est critiquable, car il méconnaît les spécificités liées à la dispense de service et au congé syndical. La dispense de service n'est pas un congé syndical et ne doit, dès lors, pas être décomptée du crédit des congés syndicaux.

Il résulte également des informations données par l'officier délégué que la liste visée à l'article 87 du projet comprendra environ cent corps ou unités (c'est-à-dire là où il y a plus de cent militaires).

Comme les organisations syndicales simplement agréées ne disposeront que de cinquante jours de congé syndical, cela signifie que, pour l'exercice des prérogatives visées à l'article 13, 1^o et 2^o, de la loi, elles ne pourront, n'ayant qu'un seul jour par trimestre, couvrir l'ensemble des corps ou unités. Certes, si une organisation syndicale n'est qu'agréée, elle ne sera pas, par définition, représentée dans l'ensemble des corps de l'armée. Toutefois, le mécanisme mis en place laisse peu de possibilités pour l'exercice des prérogatives syndicales.

La disposition doit, en conséquence, être revue en tenant compte des observations générales.

Article 89.

Les alinéas 2 et 3 du paragraphe 1er n'ont pas leur place dans la disposition qui concerne principalement le congé syndical des délégués pour la participation aux

.../...

travaux des commissions et comités généraux créés au sein de l'organisation syndicale.

Il convient, dès lors, de créer un nouvel article reprenant les deux alinéas susvisés et de l'insérer dans le "chapitre premier - Dispositions générales" du titre VII.

Le paragraphe 2 de l'article examiné appelle la même critique que celle formulée à l'encontre de l'article 86, alinéa 2, du projet.

Plutôt que de répéter systématiquement le principe qui y est contenu, il conviendrait d'en faire une disposition générale.

Article 90.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Art. Le délégué de chaque organisation syndicale agréée obtient, s'il est membre du personnel, un congé syndical pendant et en vue de l'exercice de l'activité visée à l'article 11, § 1er, alinéa 6, de la loi".

Article 91.

1. A propos du "caractère classifié" de certains faits ou documents, il est renvoyé aux commentaires sous l'article 1er, alinéa 1er, 12°, du projet.

.../...

2. Au 1^o de l'alinéa 2, il convient de ne faire référence qu'à l'article 80; il est superflu, en effet, de citer les deux autres dispositions puisqu'elles renvoient également à l'article 80.

3. Il convient de compléter le 2^o de la manière suivante :

"2^o la suspension pendant un an du droit d'intervenir en tant qu'expert ou technicien dans le comité de négociation, le haut comité de concertation, un comité de concertation de base ou le comité du contentieux;".

4. Si un délégué syndical à l'armée méconnaît les caractères "confidentiels" et "classifiés" de certains documents, il est normal que des sanctions soient prises à son égard et qu'il ne puisse plus, pendant une certaine période, exercer des missions syndicales à l'armée.

Toutefois, il convient de limiter la sanction à l'exercice, au sein de l'armée, de l'activité syndicale.

Le 4^o doit être lu comme n'empêchant pas le délégué syndical ainsi sanctionné, d'avoir des activités syndicales au sein même de son organisation.

S'agissant de sanctions touchant au statut du délégué syndical, il convient que les droits de la défense

.../...

soient respectés et tout particulièrement le droit d'être entendu.

D'une manière générale, il est renvoyé aux commentaires consacrés à l'article 76 du projet relatif à la procédure devant la comité du contentieux (1).

5. Dans le dernier alinéa de l'article 91, il conviendrait de préciser à partir de quelle notification la décision sortit ses effets.

Il serait également utile que les autorités militaires concernées fussent informées de ces sanctions.

Article 92.

1. Eu égard aux commentaires faits à propos des notions "mission syndicale" et "congé syndical" (article 77 du projet), il convient de rédiger le début du présent article de la manière suivante :

"Art. Pendant son congé syndical ou sa dispense de service ...".

(1) De même en vertu de l'article 17, § 4, de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif aux représentants des organisations syndicales du personnel de la gendarmerie, le Ministre de l'Intérieur décide de l'application de sanctions similaires après avoir entendu tout d'abord le délégué syndical permanent concerné et ensuite un ou plusieurs dirigeants responsables et après avoir recueilli l'avis du comité de négociation.

2. On n'aperçoit pas pourquoi la participation d'un délégué syndical aux opérations de vérification de la commission de contrôle n'est pas prise en considération dans le second alinéa de l'article, ni pourquoi le délégué permanent est exclu de son champ d'application.

Article 93.

1. Au paragraphe 1er, on supprimera la référence à l'article 20 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, ainsi que la référence à l'article 1er, § 2, de la loi du 11 juillet 1978, ces dispositions n'ayant aucun rapport avec le texte du projet.

2. Le second alinéa du paragraphe 2 de l'article 93 est superflu et doit être omis.

3. Il y aurait lieu de combiner le paragraphe 3, alinéa 2, de l'article 81 avec le paragraphe 3 du présent article et de préciser davantage la notion de "stabilité d'affectation administrative".

4. La seconde phrase du paragraphe 3 envisage un différend né à l'occasion d'une mutation d'un délégué syndical. Un tel différend devrait être porté devant le

.../...

comité de contentieux avant que l'autorité compétente prenne sa décision.

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La dernière phrase de ce même paragraphe est critiquable en ce qu'elle n'accorde la "stabilité d'affectation administrative" qu'aux seuls délégués qui figurent depuis au moins six mois sur les listes visées aux articles 85 et 87 du projet. Cette distinction de traitement entre les nouveaux et les anciens délégués syndicaux ne trouve pas de justification raisonnable.

Article 95.

1. A l'alinéa 1er, on écrira :

"Art. Un militaire convoqué pour siéger comme expert ou technicien d'une organisation syndicale ...".

2. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce qu'aucun congé syndical n'est prévu pour les délégués ou experts des organisations syndicales simplement agréées qui doivent participer aux travaux du comité du contentieux.

L'alinéa 2 du même article est critiquable dans la mesure où le crédit de congés prévu à l'article 89 du projet doit bénéficier directement aux délégués syndicaux. Or, un

.../...

expert, même s'il a la qualité de militaire, n'a pas nécessairement celle de délégué syndical. Le système peut être mis à mal en ayant recours à des experts extérieurs à l'armée.

D'une manière générale, il conviendrait de revoir le projet en ce qui concerne le statut des experts.

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 97.

1. Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Art. Les organisations syndicales du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, agréées en application de l'arrêté royal du 5 janvier 1982 ... conservent cet agrément pendant six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Durant cette période, les organisations syndicales introduisent une demande d'agrément conformément à l'article 3".

2. Le second alinéa est discriminatoire par rapport aux autres organisations syndicales. Il n'appar-

.../...

tient pas au Roi de dispenser les organisations syndicales représentatives de l'obligation de prouver qu'elles satisfont aux conditions énumérées à l'article 12, 1^o à 4^o, de la loi. L'alinéa doit donc être omis.

Article 98.

1. Cet article est critiquable dans la mesure où il établit un régime discriminatoire entre les organisations syndicales dites représentatives.

En effet, cette disposition prévoit que l'organisation syndicale professionnelle agréée qui a été reconnue comme étant représentative lors d'un comptage peut perdre cette qualité si une nouvelle organisation syndicale professionnelle agréée devient à son tour représentative, alors que la représentativité des organisations syndicales affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail n'est jamais remise en cause. Il est renvoyé aux observations générales.

2. Il est proposé de rédiger la première partie de l'article, de la manière suivante :

"Art. L'organisation syndicale professionnelle agréée qui, en vertu de l'article 5, 2^o, de la loi est reconnue comme représentative, conserve ...".

Article 99.

Il est proposé de rédiger l'article 99 de la manière suivante :

"Art. Les procédures de consultation prévues par l'arrêté royal du 20 octobre 1964 ... sont poursuivies jusqu'à leur accomplissement si elles ont été entamées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les mesures qui ont fait l'objet de ces avis ne doivent plus être soumises à la procédure de négociation ou de concertation prévue par la loi".

Article 100.

Il est renvoyé aux observations formulées sous l'article 93 du projet.

Article 101.

Cette disposition fait entrer en vigueur les articles 2, 3, 4, 6 à 11, 13 à 16 et 19 de la loi du 11 juillet 1978.

Plusieurs dispositions de cette loi sont, en effet, déjà en vigueur.

C'est assurément le cas des articles 5, 17 et 18 qu'à bon droit ne mentionne, dès lors, pas l'article 101 du

.../...

projet, le premier pour avoir été mis en vigueur en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal du 11 août 1994, les deux autres pour l'avoir été en vertu de la loi de 1978 elle-même (1).

Par contre, dans la liste des articles de cette loi de 1978 figurant à l'article 101 du projet, la section de législation est d'avis, dans le bref délai imparti, que c'est à tort que sont mentionnés des articles qui peuvent être considérés comme déjà en vigueur. C'est le cas des dispositions, soit remplacées (articles 1er, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 12 et 16), soit abrogées (article 9), soit insérées (article 14bis), soit partiellement modifiées (articles 11 et 13) par la loi du 21 avril 1994 modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

L'article 19 de ladite loi du 21 avril 1994 prévoit, en effet :

"Art. 19. Chacune des dispositions de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et, au plus

(1) En effet, suivant l'article 18, § 2, de la loi du 11 juillet 1978, "Les dispositions de l'article 19 ne s'appliquent au présent article ni à l'article 17". L'article 19 confère au Roi le pouvoir de mettre en vigueur et en application les diverses dispositions de la Loi. Pour ce qui est des articles 17 et 18 de celle-ci, c'est le droit commun qui s'est appliqué à leur mise en vigueur.

tard, le premier jour du vingt-quatrième mois suivant le mois de sa publication au Moniteur belge".

D'une part, cette loi du 21 avril 1994 a été mise en vigueur, pour l'ensemble de ses dispositions, par l'article 2 de l'arrêté royal du 2 février 1995 et, d'autre part, il ressort des travaux préparatoires de cette loi que l'intention du législateur, lorsqu'il en a adopté l'article 19, et ce à la suite d'un amendement, a été de charger le Roi de mettre en vigueur les dispositions de la loi de 1978 que la loi en discussion était destinée à modifier. Ledit amendement a, en effet, donné lieu à la précision suivante :

"L'amendement n° 4 (doc. n° 1266/2) de M. DEMEULENAERE tend à ajouter un article 19 (nouveau), afin de permettre l'entrée en vigueur de toutes les dispositions de la loi à la date fixée par le Roi et au plus tard le premier jour suivant le douzième mois qui suit la publication au Moniteur belge.

L'auteur de l'amendement est d'avis que l'insertion de cet article est de nature à garantir davantage la mise en exécution rapide du projet et donc de rassurer le personnel militaire.

Le Ministre partage la volonté de l'intervenant. Il trouve cependant le "timing" proposé un peu trop rigide, compte tenu des concertations qu'il y aura encore à opérer, après l'approbation de ces dispositions. Il y aura également lieu de procéder à la désignation des présidents des diverses commissions par voie d'arrêté royal. Les organisations syndicales devront en outre préparer les démarches relatives au comptage de leurs membres.

M. DEMEULENAERE dépose, dès lors, un amendement n° 6 (Doc. n° 1266/2), qui sous-amende l'amendement n° 4 précité, en remplaçant le mot "douzième" par le mot "vingt-quatrième".

L'amendement n° 4, sous-amendement n° 6, et l'amendement n° 6, insérant un article 19 (nouveau), de M. DEMEULENAERE sont adoptés à l'unanimité" (1).

Il s'ensuit que ne devraient être mis en vigueur que les articles 14 et 15 de la loi du 11 juillet 1978.

Article 102.

Il est renvoyé aux commentaires formulés sous le proposant.

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(1) Doc. parl. Ch. n° 1266/4 (session 1993-1994) p. 13.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van het feit dat het de vaste wil is van de Regering om de wet van 11 juli 1978 in werking te laten treden voor 1 mei 1996, om zodoende de geest te respecteren van artikel 19 van de wet van 21 april 1994 tot wijziging van voornoemde wet van 11 juli 1978 dat de verplichting oplegde om "uiterlijk op de eerste dag van de vierentwintigste maand volgend op die waarin deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt iedere bepaling van de wet in werking te stellen" (de bekendmaking heeft plaats gehad op 20 mei 1994). Tevens heeft de Raad van State in zijn adviezen van 24 januari 1996 (L. 24.823/9, L. 24.824/9 en L. 24.724/9) erop gewezen dat de Regering binnen de kortst mogelijke termijn de noodzakelijke maatregelen behoort te nemen om uitvoering te geven aan de wet van 11 juli 1978".

*

* *

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Het advies van de afdeling wetgeving wordt gevraagd binnen een termijn van drie dagen. De Raad van State betreurt deze overhaasting, aangezien het om een belangrijke tekst gaat die 102 artikelen omvat, zelfs al heeft de minister hem kort geleden officieus overgezonden en al is daardoor het onderzoek ervan door de auditeur-rapporteur en door het lid van het coördinatiebureau gemakkelijker en tamelijk grondig kunnen verlopen.

.../...

2. Een aantal bepalingen van het ontwerp, inzonderheid de artikelen 9, 48, 64 en 72, houden nieuwe uitgaven in op de begroting van het ministerie van Landsverdediging; bovendien geven de artikelen 82 en 83 aanleiding tot nieuwe ontvangsten voor de Schatkist. Krachtens de artikelen 5 en 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole is het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting vereist. Hoewel het advies van de inspecteur van financiën bij het ontwerp is gevoegd, ontbreekt de akkoordbevinding van de Minister van Begroting.

Het ontwerp wordt onderzocht onder voorbehoud van vervulling van dat laatste vormvereiste.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Hoewel de artikelen 23, tweede lid, 1^o, en 27 van de Grondwet niet beletten dat bepaalde beperkingen kunnen worden opgelegd aan de ambtenaren en, meer bepaald aan de militairen, wanneer zij van plan zijn zich te beroepen op het recht op overleg, op collectief onderhandelen en op vakbondsvrijheid, dienen deze beperkingen echter te beantwoorden aan de vereisten van artikel 11.2 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en van artikel 22.2 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

.../...

Die bepalingen staan er aan in de weg dat inbreuk gepleegd wordt op de essentie zelf van het recht op vereniging. Alleen de uitoefening van dat recht kan beperkt worden en uitsluitend in zoverre zulke beperkingen beantwoorden aan het criterium van noodzaak in een democratische maatschappij. In het onderhavige geval moeten de beperkingen gegrond worden op de noodzaak om de goede werking van het leger veilig te stellen.

Bovendien heeft de afdeling wetgeving reeds geoordeeld dat de vaststelling van het vakbondsstatuut een aangelegenheid van de wet is voor zover de materie verband houdt met de vrijheid van vereniging. De machtigingen die ter zake aan de Koning worden verleend, dienen derhalve in beperkende zin geïnterpreteerd te worden.

2. De afdeling wetgeving heeft eveneens reeds verwezen naar het Verslag van het comité voor vakbondsvrijheid van het Internationaal Arbeidsbureau (1) naar aanleiding van een klacht ingediend tegen de Belgische Regering door de Nationale Unie der Onafhankelijke Syndikaten en andere vakorganisaties.

Ter gelegenheid daarvan is veel kritiek geuit op de regeling voor de representativiteit van vakorganisaties, in samenhang met de toegang tot de Nationale Arbeidsraad, waarbij het comité aan de Belgische Regering vroeg maatregelen te nemen om in de wetgeving objectieve, vooraf

(1) B.I.T., Bull. off, deel L XX 1987, ser. B, nr 2, p. 10.

vastgestelde en duidelijke criteria op te nemen opdat de op nationaal niveau gestructureerde en interprofessionele organisaties hun representativiteitsrecht kunnen doen gelden.

Hoewel het Arbitragehof in zijn arrest 71/92 (1) die representativiteitsregeling niet op losse schroeven heeft gezet, heeft het Hof echter aangegeven dat de toepassing van zo'n voorwaarde discriminerend kan werken, wanneer deze tot gevolg heeft dat de representatieve organisaties willekeurig worden uitgekozen. Het heeft ook benadrukt dat "hoe ruim en hoe vaag zij ook is, de machtiging die de bepalingen van de wet van 21 maart 1991 en van de wet van 29 mei 1952 samen aan de Koning hebben gegeven, (...) Hem geenszins toe(staat) af te wijken van het beginsel naar hetwelk een verschil in behandeling, dat door een norm tussen verschillende categorieën van personen in het leven wordt geroepen, dient te berusten op een objectieve en redelijke verantwoording die wordt beoordeeld met inachtneming van het doel en de gevolgen van de bestreden maatregel".

Hoewel het gelijkheidsbeginsel bestaanbaar is met een verschillende behandeling in zoverre deze objectief is en men aldus de deelname aan de onderhandeling en aan het overleg kan beperken tot de zogenaamde representatieve vakorganisaties alleen is het toch noodzakelijk minder

(1) 18 november 1992, B.S. 8 december, blz. 759 - beroep tot vernietiging van de artikelen 30 en 31 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de economische overheidsbedrijven.

rekkelijk te zijn ten aanzien van deze verschillende behandeling, wanneer het de uitoefening zelf betreft van de prerogatieven van de vakorganisaties.

In verband daarmee heeft het voornoemde comité voor de vakbondsvrijheid erop gestaan dat de minoritaire vakorganisaties die het recht op collectieve onderhandelingen wordt ontzegd, actie zouden kunnen voeren en ten minste het recht zouden hebben om als woordvoerder op te treden van hun leden en hen te vertegenwoordigen in geval van persoonlijke klachten.

4. In een arrest nr. 62/93 van 15 juli 1993 heeft het Arbitragehof zich vragen gesteld omtrent het discriminerend karakter van de artikelen 4 en 5 van de wet van 24 juli 1992 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestanden van het personeel van het actief kader van de rijkswacht.

Het heeft besloten dat het de aangevoerde vergelijkingen tussen de toestand van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht en de toestand van de overige personeelsleden van de overheid en het personeel van de privé-sector, slechts in aanmerking kan nemen voor zover de ambten en functies van laatstgenoemden vergelijkbaar zijn met die van het rijkswachtpersoneel.

Het Hof heeft aldus zijn onderzoek beperkt tot de toestand van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, in vergelijking met het personeel van andere politiediensten.

.../...

Aan deze benadering is ook voor het onderzoek van het onderhavige ontwerp, de voorkeur gegeven vanwege de specifieke rol die de rijkswacht en het leger respectievelijk hebben en vanwege de gelijkenis van de wetten van 11 juli 1978 tot regeling van het vakorganisatorisch bestel bij respectievelijk het leger en de rijkswacht.

5. Over het algemeen zijn de bepalingen van het ontwerp iets te omslachtig. Welnu, de kwaliteit van een regelgevende tekst blijkt eerst uit de duidelijkheid ervan en uit de verstaanbaarheid van zijn formulering.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Voordrachtformulier.

Gelet op de inhoud van het ontwerp, blijkt dat andere ministers kunnen meewerken aan de verwerkelijking ervan.

Het voordrachtformulier en de uitvoeringsbepaling (het ontworpen artikel 102) behoren bijgevolg aangepast te worden met vermelding van de bevoegde ministers.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Het verdient aanbeveling de inleidende zin als volgt te stellen :

.../...

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :".

2. De definities onder 3°, 4°, 6°, 7°, 8°, 9° en 10° zijn reeds vervat in de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst en dienen te vervallen.

3. Uit de uitleg die de gemachtigde officieren verstrekt hebben, blijkt niet of het "geclassificeerd karakter", dat onder 12° gedefinieerd is, steunt op een wetsbepaling (1).

Deze opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waarin deze uitdrukking wordt gebruikt.

(1) Zowel het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel (artikel 85), als het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel (artikel 17), gebruiken de begrippen "van vertrouwelijke aard" en "als zijnde geheim verklaard/een geheim karakter heeft verleend". Voorts wordt verwezen naar de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Artikel 2.

Een artikel behoort alleen dan in paragrafen te worden onderverdeeld als ten minste één ervan uit meer dan een lid bestaat.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt).

1. Krachtens artikel 2, § 2, van de voormelde wet van 11 juli 1978 kunnen de ontwerpen van wet of van besluit van de onderhandeling worden vrijgesteld "in spoedgevallen en in andere uitzonderlijke gevallen die de Koning bepaalt".

Artikel 2, § 1, van het ontwerp echter bepaalt dat het aan de minister staat om bij gemotiveerde beslissing de spoedgevallen te bepalen. Deze opdracht van bevoegdheid is onwettig en dient te vervallen.

Aangezien spoedgevallen per definitie een rekbaar begrip is, is het onmogelijk ze in een tekst met een algemene reikwijdte vast te leggen. Daarom is het nodig dat de Koning ze, geval voor geval, beoordeelt.

Paragraaf 2 (die het tweede lid wordt).

1. Onderdelen 1º en 2º moeten worden samengevoegd, aangezien 2º een gevolg is van 1º.

.../...

Er wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"1° in de gevallen van aanwending van de krijgsmacht, bepaald in artikel 3, § 1, 2°, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden, en wanneer de militairen op preadvies worden gesteld overeenkomstig artikel 3, § 2, 3°, van dezelfde wet;".

2. Onderdeel 4° gaat niet samen met artikel 2, § 2, 1°, van de voormelde wet. De daarin vervatte opdracht van bevoegdheid is onwettig en dient te vervallen.

Paragraaf 3.

Deze bepaling is strijdig met artikel 2, § 2, 2°, van de wet, waarbij alle ontwerpen die betrekking hebben op de paraatstelling en de aanwending van de krijgsmacht ambtshalve van onderhandelingen zijn vrijgesteld.

Het staat niet aan de Koning om dat verbod minder streng te maken. Bijgevolg dient paragraaf 3 te vervallen.

.../...

Hoofdstuk I van titel II.

In het opschrift van dit hoofdstuk wordt alleen verwezen naar de erkenning en de intrekking van de erkenning.

Krachtens artikel 16, § 2, van de wet, is er echter eveneens sprake van de "schorsing voorafgaand" aan de intrekking.

Het opschrift zou bijgevolg aangevuld moeten worden.

Artikel 3.

1. Krachtens artikel 12, eerste lid, 5°, van de wet, moeten de zogeheten "professionele syndicale organisaties" (lees : beroepsorganisaties) van de militairen hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders in het Belgisch Staatsblad publiceren.

Het ontworpen artikel 3 verplicht ze echter om aan de aan de minister gerichte zending een kopie van hun "reglement van inwendige orde" (lees : huishoudelijk reglement) toe te voegen.

Deze voorwaarde staat niet alleen niet in de wet vermeld, maar ze is ook vatbaar voor kritiek, in die zin dat de militaire overheid aldus een oordeel kan vellen over de

.../...

interne werking van de vakorganisaties. Deze bepaling behoort bijgevolg te vervallen.

2. Artikel 3 zou duidelijker geformuleerd moeten worden.

De eerste zin van het eerste lid verwijst immers naar alle vakorganisaties, terwijl de tweede meer in het bijzonder verwijst naar de beroepsorganisaties en het tweede lid verwijst naar "de bedoelde syndicale organisaties".

Het eerste lid zou in twee aparte leden moeten worden opgedeeld.

3. De Raad van State ziet niet in waarom de vakorganisaties krachtens het tweede lid alleen het bewijs hoeven te leveren dat zij voldoen aan de voorwaarden opgelegd door artikel 12, 1º en 2º, van de wet. Er behoort op zijn minst ook naar 3º te worden verwezen.

4. Het derde en het vierde lid hebben betrekking op de weigering van de erkenning van de vakorganisaties.

Artikel 2, § 3, van de regeling ingesteld door het koninklijk besluit van 5 januari 1982 betreffende de erkenning van de syndicale organisaties van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, bepaalt :

.../...

"De erkenning kan eerst worden geweigerd nadat de verantwoordelijke leiders van de syndicale organisatie de gelegenheid werd geboden om hun bezwaren, binnen vijftien werkdagen na de kennisgeving bij ter post aangetekende brief, te doen gelden.

Het weigeringsbesluit wordt met redenen omkleed".

In het onderhavige geval kunnen de vakorganisaties hun bezwaren betreffende het negatieve advies van de minister bij diezelfde minister doen gelden en is geen enkele termijn voorgeschreven.

Het is onaanvaardbaar dat de minister gemotiveerde adviezen moet geven aan de Koning, wiens beslissing hij vervolgens moet medeondertekenen. De taak van de minister moet erin bestaan aan de Koning een besluit tot erkenning of weigering van erkenning voor te leggen.

5. Het laatste lid van artikel 3 dient te vervallen aangezien het geen ruimere motivering voorschrijft dan die welke vereist wordt door de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

6. Er wordt voorgesteld het ontworpen artikel 3 als volgt te redigeren :

"Art. 3. § 1. Elke vakorganisatie die om erkenning verzoekt, doet bij de minister een ter post aangetekende brief toekomen.

.../...

De beroepsorganisaties vermelden in hun aanvraag de datum waarop hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde vakorganisaties bewijzen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door artikel 12, eerste lid, 1^o, 2^o en 3^o, van de wet door bij hun aanvraag een lijst te voegen met de naam, het adres en de handtekening van ten minste een percent van het militaire personeel.

Elk van de drie categorieën van dat personeel moet door ten minste vijf percent van de ontvangen handtekeningen vertegenwoordigd zijn.

§ 3. Wanneer de minister aan de Koning een besluit tot weigering van erkenning voorlegt, wordt de betrokken vakorganisatie daarvan bij ter post aangetekend schrijven op de hoogte gebracht.

Zij beschikt vanaf de ontvangst van dat schrijven over een termijn van vijftien werkdagen om haar bezwaren bij ter post aangetekend schrijven bij de Minister te doen gelden.

Voordat deze termijn verstreken is kan geen koninklijk besluit houdende erkenning of weigering van erkenning worden uitgevaardigd.

.../...

Het koninklijk besluit houdende de erkenning vermeldt of de vakorganisatie aangesloten is bij een vakorganisatie die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is."

Artikel 4.

De aard van de kennisgeving zou moeten worden gepreciseerd, op zijn minst voor de vakorganisaties.

De laatste zin van artikel 4 dient te vervallen. Immers, krachtens artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, zijn de koninklijke besluiten verbindend in het gehele Rijk vanaf de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen.

Artikel 5.

1. De bepaling stelt de gevallen vast waarin de Koning kan beslissen de erkenning van een vakorganisatie in te trekken.

Krachtens artikel 16, § 2, van de wet echter is de Koning weliswaar bevoegd om de maatregelen vast te stellen die tegen de vakorganisaties moeten worden genomen die zich niet langer richten naar de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan, maar dient Hij in een schorsing

.../...

voorafgaand aan de intrekking van erkenning te voorzien, wat in de ontworpen tekst geenszins het geval is.

2. Onderdeel 2° is vatbaar voor kritiek voor zover de intrekking van erkenning wordt opgelegd wegens het niet meedelen, aan de minister, van de wijzigingen die de vakorganisatie in haar huishoudelijk reglement heeft aangebracht. Er wordt verwezen naar de commentaar waartoe artikel 3 aanleiding heeft gegeven.

3. Krachtens artikel 13, eerste lid, 3°, van de wet, hebben de erkende vakorganisaties het recht de documentatie te ontvangen betreffende de materies vermeld in de artikelen 2, 7 en 8 van dezelfde wet, dat wil zeggen betreffende de materies die onderhandelingen of overleg vereisen.

Het ontwerp voorziet echter in een dubbel systeem van documentatieverstrekking. Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat elke erkende vakorganisatie krachtens artikel 26 van het ontwerp gratis een "dotatie" ontvangt van alle reglementen en documenten die door de militaire overheid uitgegeven worden en die betrekking hebben op de voormelde materies en dat zij, in een tweede fase, mits ze de kostprijs ervan betalen, ook "bijkomende documentatie" betreffende dezelfde materies kunnen krijgen.

.../...

De gemachtigde officier heeft gepreciseerd dat, volgens hem, "de bijkomende documentatie" moet worden gezien als extraexemplaren van de "basisdotatie".

Teneinde alle verwarring te voorkomen wordt in artikel 26 van het ontwerp een nieuwe tekst voorgesteld.

Onderdeel 4º van het ontworpen artikel 5 moet in het licht van deze overwegingen worden gelezen.

Er wordt echter vastgesteld dat artikel 26, tweede lid, geenszins verwijst naar termijnen, zoals het voormelde onderdeel 4º lijkt aan te geven, en dat het buiten elke verhouding staat om op het niet betalen van facturen betreffende de documentatie zulk een zware straf te stellen als de intrekking van erkenning.

4. Het laatste lid van artikel 5 stemt de procedure voor het intrekken van de erkenning af op die van de weigering van erkenning. Er wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 3 van het ontwerp.

Artikel 6.

1. Paragraaf 1 dient als overbodig te vervallen, aangezien hij artikel 5, eerste lid, 1º, van de wet weergeeft.

.../...

2. In de tweede zin van het laatste lid van artikel 6 behoort de uitdrukking "bijdrageplichtige leden in actieve dienst" te worden gebruikt. Krachtens artikel 5 van de wet kunnen alleen leden van het militaire personeel die in actieve dienst zijn worden meegeteld.

3. Krachtens artikel 11, § 1, van de wet is de Koning alleen gemachtigd om de datum vast te stellen waarop de leden in actieve dienst van de verschillende erkende beroepsorganisaties voor het eerst worden geteld. De wetgever heeft, zijnerzijds, een termijn van zes jaar gesteld waarin geen nieuwe telling kan plaatsvinden. Pas na verloop van die termijn kan een louter erkende vakorganisatie om een nieuwe telling verzoeken.

Het laatste lid van het ontworpen artikel 6 is onduidelijk in die zin dat het een telling om het jaar mogelijk maakt, zonder dat gepreciseerd wordt dat het gaat om een telling waarom krachtens artikel 11, § 2, van de wet, is verzocht.

Artikel 7.

Dit artikel bevat voorwaarden voor de benoeming van de twee gewone leden waarin artikel 11, § 1, tweede lid, van de wet niet voorziet.

.../...

Aangezien de Koning niet gemachtigd is om aanvullende voorwaarden op te leggen, behoort de precisering te vervallen dat zij magistraten van de rechterlijke orde moeten zijn en dat zij door hun diploma moeten bewijzen dat ze het examen hebben afgelegd van doctor of licentiaat in de rechten, het ene lid in het Nederlands, het andere in het Frans.

Artikel 9.

De reis- en verblijfkosten verschillen naargelang de ambtenaar tot rang 13 of rang 15 behoort. In artikel 9 van het ontwerp dienen dan ook preciseringen te worden aangebracht.

Onder voorbehoud van deze opmerking redigere men de eerste zin van het tweede lid als volgt : "Voor de reis- en verblijfkosten van de leden van de controlecommissie gelden de bepalingen die op het personeel van de ministeries toepasselijk zijn.".

Artikel 11.

Terwille van de duidelijkheid wordt voorgesteld de woorden "syndicale organisaties" te vervangen door de woorden "erkende beroepsorganisaties".

.../...

Artikel 12.

Er wordt voorgesteld paragraaf 1 als volgt te stellen :

"Art. 12. § 1. Zodra daartoe met toepassing van artikel 11 bij de controlecommissie een verzoek aanhangig wordt gemaakt, onderzoekt de controlecommissie de representativiteit van de betrokken vakorganisaties.

De controlecommissie sluit het onderzoek uiterlijk binnen vier maanden na de aanhangigmaking af."

Artikel 13.

Gelet op de artikelen 5, 2°, en 11, § 1, eerste lid, in fine, van de wet, dient dit artikel te vervallen.

De nummering van de overige artikelen van de wet dient bijgevolg te worden aangepast.

Artikel 14.

De laatste zin van het laatste lid dient te vervallen, gelet op artikel 11, paragraaf 1, zesde lid, van de wet.

Deze opmerking geldt tevens voor de tweede zin van artikel 15.

.../...

Artikel 16.

Er wordt voorgesteld het artikel als volgt te stellen :

"Art. Aan de verplichting gesteld in artikel 11, § 1, derde lid, van de wet, is voldaan wanneer bewijsstukken worden overgelegd die door ten minste twee verantwoordelijke leiders echt verklaard zijn".

Artikel 17.

Het feit dat de controlecommissie oordeelt op basis van stukken, vormt geen beletsel voor haar om de verantwoordelijke leiders van de betrokken vakorganisaties vooraf te horen of om vragen te stellen aan de afgevaardigde van elke organisatie die de werkzaamheden bijwoont.

De wet staat niet in de weg aan een voorafgaand horen.

Artikel 19.

De artikelen 16 en 19 overlappen elkaar. Deze beide bepalingen zouden moeten worden samengevoegd en de nummering van de overige artikelen van het ontwerp zou moeten worden aangepast.

.../...

Artikel 21.

1. Er wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. Van de beslissing van de Controlecommissie waarbij wordt aangegeven of de erkende beroepsorganisaties al dan niet representatief zijn, wordt aan de minister en aan die vakorganisaties bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven binnen tien dagen na de afsluiting van het onderzoek".

2. Er wordt voorgesteld het laatste lid van hetzelfde artikel als volgt te redigeren :

"De beslissing van de Controlecommissie waarbij wordt aangegeven dat een erkende beroepsorganisatie representatief is, heeft ten aanzien van die organisatie en de betrokken overheden uitwerking op de dag van de kennisgeving. Ten aanzien van de overige vakorganisaties en van derden, heeft ze uitwerking op de dag na die waarop de naam van die vakorganisatie is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

3. Uit de bepalingen van het ontwerp blijkt niet of de erkende beroepsorganisaties de beslissing waarbij de controlecommissie ze niet-representatief verklaart, kunnen bestrijden.

.../...

Artikel 11, § 2, van de wet bepaalt nochtans dat de afgewezen vakorganisatie de commissie kan verzoeken haar aanvraag opnieuw te onderzoeken.

Het ontwerp geeft niet aan of dat nieuwe onderzoek zal geschieden volgens dezelfde regels als het eerste onderzoek, noch of een snellere procedure zal worden gevolgd.

Bovendien vormt artikel 10, § 1, van de wet geen beletsel om de zaak in dit geval bij het geschillencomité aanhangig te maken.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat het beroep op het geschillencomité rationeler zou moeten worden georganiseerd, gelet op de procedure die voor de controle op de representativiteit is ingesteld.

Artikel 76 zegt daar niets over.

Artikel 23.

Dit artikel bepaalt de verschillende gevallen die verlies van representativiteit tot gevolg hebben.

Het gaat om de intrekking van erkenning, de vermindering van het aantal bijdrageplichtige leden in actieve dienst en de vaststelling dat een van ambtswege representatieve vakorganisatie niet langer aangesloten is bij een vakorganisatie die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

.../...

Deze bepaling is echter overbodig, want het verlies van representativiteit is het natuurlijke gevolg van het niet voldoen aan de voorwaarden die voor die representativiteit gelden. De bepaling dient dan ook te vervallen.

Hoofdstuk III.

Het opschrift behoort als volgt te worden gewijzigd :

"Hoofdstuk III : Uitoefening van de prerogatieven van de vakorganisaties".

Deze opmerking geldt tevens voor het opschrift van afdeling I.

Artikel 24.

Gelet op artikel 13 van de wet, is de tweede zin van het tweede lid vatbaar voor kritiek.

Naar luid van die bepaling staat het alleen aan de Koning om de voorwaarden te bepalen waaronder de erkende vakorganisaties hun prerogatieven kunnen uitoefenen.

In het onderhavige geval echter worden de militaire overheden gemachtigd om het ogenblik en de wijze te bepalen waarop het prerogatief vermeld in het voormelde artikel 13, 1°, dient te worden uitgeoefend. Deze opdracht van bevoegdheid is onwettig.

In het tweede lid schrijve men "strafbaar feit of tuchtrechtelijke overtreding" in plaats van "misdrijf of een tuchtvergrijp".

Artikel 26.

Er wordt verwezen naar de commentaar die onder artikel 5 van het ontwerp is gemaakt. De bepaling zou als volgt moeten worden gesteld :

"Art. De erkende vakorganisaties ontvangen gratis een exemplaar van alle reglementen en documenten die door de militaire overheid worden uitgegeven betreffende de aangelegenheden vermeld in de artikelen 2, 7 en 8 van de wet.

Op hun verzoek krijgen zij tegen kostprijs extra-exemplaren van dezelfde documenten.

...

Documentatie ... door een niet-Belgische overheid wordt niet verstrekt".

Artikel 27.

1. Hoewel de wet niet uitdrukkelijk voorziet in de mogelijkheid om de uitoefening van de prerogatieven van de vakorganisaties te schorsen, lijkt de manier waarop artikel 13 gesteld is dat toch mogelijk te maken. Dat artikel begint namelijk met de woorden "Behoudens in de gevallen die de Koning bepaalt ...".

.../...

Daaruit volgt dat de Koning in sommige gevallen de uitoefening van de prerogatieven van de vakorganisaties zou kunnen uitsluiten of op zijn minst schorsen.

Het ontworpen artikel 27 is om verscheidene redenen vatbaar voor kritiek.

Ten eerste staat het alleen aan de Koning, en niet aan de minister, om de gevallen te bepalen waarin die schorsing kan worden bevolen. Ten tweede kan de schorsing alleen worden bevolen voor de prerogatieven van de louter erkende vakorganisaties bedoeld in artikel 13 van de wet.

Artikel 14 van dezelfde wet, dat betrekking heeft op de prerogatieven van de representatieve vakorganisaties, bevat immers geen gelijkwaardige opdracht van bevoegdheid op basis waarvan de Koning de uitoefening van die prerogatieven van de vakorganisaties kan beperken.

Aangezien deze bepaling alleen maar behouden kan blijven ten aanzien van de louter erkende vakorganisaties en het de bedoeling van de steller van het ontwerp is de schorsing van de prerogatieven uit te breiden tot alle erkende vakorganisaties, met inbegrip van de representatieve, dient paragraaf 1 van artikel 27 te vervallen omdat hij een niet-gerechtigde verschillende behandeling zou instellen.

.../...

Daar "opschorten" "uitstellen" betekent (zie ondermeer van Dale Groot Woordenboek Nederlandse Taal), moet in paragraaf 2 "geschorst" worden geschreven in plaats van "opgeschoort".

2. De tweede zin van paragraaf 3 zou beter als volgt worden gesteld :

"Zonder deze instemming kunnen zij geen berichten ophangen in de lokalen van deze instellingen of documentatie die door deze instellingen uitgegeven wordt, verkrijgen."

Bovendien vervange men in de eerste zin van dezelfde paragraaf het woord "organismen" telkens door het woord "instellingen".

Afdeling II.

Het opschrift van afdeling II dient als volgt te worden gewijzigd :

"Afdeling II - Uitoefening van de prerogatieven van de representatieve vakorganisaties".

Artikel 28.

Men schrijve "bondsbijdrage" in plaats van "sydicale bijdrage".

.../...

Artikel 29.

Het vierde lid van het artikel bepaalt dat de vakbondsafgevaardigde geen kennis mag nemen van de meerkeuzevragen terwijl hij wel kennis mag nemen van de vragen die tijdens het examen aan de examinandi worden gesteld.

De Raad ziet niet in waarom dat onderscheid wordt gemaakt, te meer daar het laatste lid van het artikel de vakbondsafgevaardigde in staat stelt zijn opmerkingen over het verloop van het examen of het vergelijkend examen kenbaar te maken.

Er wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Art. Elke representatieve vakorganisatie kan een van haar erkende vakbondsafgevaardigden sturen naar elk openbaar, al dan niet vergelijkend, wervingsexamen voor leden van het militaire personeel.

Deze afgevaardigde maakt zich bij de voorzitter van de examencommissie kenbaar en onthoudt zich van elke bemoeienis met het normale verloop van de examens en vergelijkende examens.

Hij mag niet deelnemen aan de beraadslagingen van de examencommissie.

.../...

Tijdens het examen of vergelijkend examen mag hij van de vragen kennis nemen.

Het proces-verbaal betreffende het verloop van de examens, respectievelijk vergelijkende examens mag hem niet worden meegedeeld. Op een afzonderlijk blad mag hij echter daaraan zijn opmerkingen over het verloop van het examen of vergelijkend examen toevoegen."

Artikel 30.

1. De bepaling steunt op artikel 10 van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de uitoefening van de bevoegdheden van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel, doch neemt het niet integraal over.

Zo bepaalt het voormelde artikel 10 :

"De representatieve syndicale organisaties mogen, principieel eenmaal per semester, syndicale vergaderingen beleggen, zelfs tijdens de diensturen en in de dienstlokalen waar het publiek geen toegang heeft.

Plaats, datum en uur worden vooraf bepaald door de rijkswachtoverheid met de bevoegdheid van kwartiercommandant in overleg met de betrokken representatieve syndicale organisatie.

Deze overheid wordt vooraf ook in kennis gesteld van het onderwerp van de vergadering.

De bevoegdheid waarvan sprake in het eerste lid wordt opgeschort in de gevallen bedoeld bij artikel 7."

.../...

Artikel 30 van het ontwerp, zijnerzijds, preciseert dat de representatieve vakorganisaties ten hoogste eenmaal per semester per korps en voor het personeel van het korps vakbondsvergaderingen mogen organiseren.

Artikel 30 van het ontwerp is veel beperkender dan het voormelde artikel 10, dat de uitdrukking "principiëel eenmaal per semester" gebruikt, waardoor de mogelijkheid wordt gelaten andere vergaderingen te organiseren. De Raad ziet de reden van dat verschil niet in.

2. De laatste twee leden zijn vatbaar voor kritiek, want ze organiseren een echt recht van controle van de militaire overheid op een van de essentiële prerogatieven van de vakorganisaties.

Hoewel de Koning gemachtigd is om de voorwaarden te bepalen waarbinnen de prerogatieven van de vakorganisaties bij het leger kunnen worden uitgeoefend, mag Hij aan de essentie zelf van die vakbondsvrijheid niet voorbijgaan.

In zijn arrest van 15 juli 1993 heeft het Arbitragehof de gelegenheid gehad om over de vakbondsvrijheid bij de rijkswacht enige overwegingen te laten gelden.

Zo heeft het verklaard :

"B.3.6. Luidens artikel 11.2 van het Europese Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden kunnen wettelijke beperkingen worden opgelegd aan de uitoefening van de vrijheid van

.../...

vreedzame vergadering en vereniging door leden van de politie. Luidens artikel 22.2 van het Internationaal Verdrag betreffende de Burgerlijke en Politieke Rechten, kunnen wettelijke beperkingen worden opgelegd aan de leden van de politie, wat de vrijheid van vereniging betreft.

Vermelde bepalingen staan eraan in de weg dat afbreuk wordt gedaan aan de essentie van het verenigingsrecht. Uit de gebruikte bewoordingen blijkt dat enkel de uitoefening van het recht van vereniging door leden van politiediensten kan worden beperkt, en dan nog alleen voor zover dergelijke beperkingen beantwoorden aan het criterium van de noodzakelijkheid in een democratische samenleving, nu dat criterium ten grondslag ligt aan de bedoelde verdragen in het algemeen".

De laatste twee leden van het ontworpen artikel 30 dienen te vervallen.

Artikel 31.

Er wordt verwezen naar de kritiek die op artikel 27, § 1, is geleverd.

De Koning is geenszins gemachtigd om de uitoefening te schorsen van de prerogatieven van de vakorganisaties vermeld in artikel 14 van de voormelde wet, noch van die vermeld in artikel 13 van dezelfde wet, wat de representatieve vakorganisaties betreft.

Artikel 31, § 1, dient te vervallen.

.../...

2. Er wordt voorgesteld paragraaf 3 van artikel 31 als volgt te stellen :

"De beperkingen opgesomd in artikel 27, § 3, gelden ook voor de representatieve vakorganisaties.

Zonder toestemming van de militaire of burgerlijke overheden van de internationale of intergeallieerde instellingen, kunnen deze vakorganisaties de prerogatieven vermeld in artikel 14, 2° tot 4°, van de wet niet uitoefenen".

Titel III.

Er wordt voorgesteld de onderverdelingen in hoofdstukken en afdelingen te laten vervallen.

Het opschrift van de titel zou als volgt moeten worden gewijzigd :

"Titel III - Oprichting, samenstelling en werkwijze van het onderhandelingscomité".

Titel III zou de artikelen 32 tot 48 van het ontwerp omvatten.

Artikel 34.

1. Krachtens artikel 4, § 3, van de wet omvat de afvaardiging van de overheid de ministers of staatssecretarissen die bevoegd zijn voor de aan het onderhandelingscomité voorgelegde materies of hun gemachtigden.

.../...

Waarschijnlijk zal de Minister van Landsverdediging de minister zijn die het vaakst in de afvaardiging van de overheid aanwezig is.

Krachtens artikel 34, § 1, van het ontwerp neemt hij of zijn gemachtigde afgevaardigde ook het voorzitterschap van het onderhandelingscomité waar.

De tekst van artikel 34, § 2, van het ontwerp zegt echter niet dat de Minister van Landsverdediging of zijn gemachtigde deel uitmaakt van de afvaardiging van de overheid, die maximaal uit zes en minimaal uit drie leden bestaat.

Deze bepaling behoort opnieuw geformuleerd te worden.

2. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt tevens gevestigd op het feit dat de vereisten gesteld door artikel 34, § 2, het samenstellen van de afvaardiging van de overheid kunnen bemoeilijken.

Wanneer het ontwerp waarover dient te worden onderhandeld immers van belang is voor vier ministers, zou het vereiste dat de afvaardiging van de overheid voor de helft uit militairen van het actief kader in werkelijke dienst dient te bestaan, niet kunnen worden nagekomen (1).

(1) Het derde lid van paragraaf 2 is een onvolmaakte omzetting van artikel 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel. Deze bepaling schrijft immers voor dat de ministers of staatssecretarissen die geen voorzitter van het onderhandelingscomité zijn, allen de hoedanigheid van ondervoorzitter hebben.

3. Gelet op artikel 4, paragraaf 3, van de wet, behoort het laatste lid van paragraaf 2 te vervallen.

4. Er wordt ook op gewezen dat de afvaardiging van de overheid krachtens artikel 4, § 3, van de wet, in tegenstelling tot de afvaardiging van elke representatieve vakorganisatie, geen deskundigen bevat.

Artikel 34, paragraaf 3, van het ontwerp bepaalt echter dat aan de afvaardiging van de overheid deskundigen kunnen worden toegevoegd. Dat vormt een aanvulling van de wet. De paragraaf dient te vervallen.

Artikel 35.

1. In het eerste lid vervange men de woorden "door het tweede en het derde lid" door de woorden "in het tweede en het derde lid".

2. Krachtens artikel 35, tweede lid, bestaat de afvaardiging van elke vakorganisatie uit maximaal vier leden, de deskundigen inbegrepen.

Artikel 4, § 2, van de wet maakt echter een duidelijk onderscheid tussen de afvaardiging van de representatieve vakorganisatie en de deskundigen die deze bijstaan.

.../...

De deskundigen kunnen, gelet op hun specifieke taak, geen deel uitmaken van de vakbondsafvaardiging.

Uit de uitleg die de gemachtigde officier heeft verstrekt blijkt voorts dat de deskundigen niet noodzakelijkerwijze de hoedanigheid van militair in werkelijke dienst behoeven te hebben. Daaruit kan dan ook worden afgeleid dat een deskundige een burger kan zijn, zonder enige band met de vakorganisatie die hem raadpleegt.

In artikel 35, tweede lid, dienen de woorden ",deskundigen inbegrepen" bijgevolg te vervallen.

De tweede zin van het tweede lid van artikel 35 dient als volgt te worden gesteld :

"... De militairen die niet de hoedanigheid van verantwoordelijke leider of van vaste afgevaardigde hebben, worden gekozen uit de lijst bedoeld in artikel 85, eerste lid."

Ten slotte schrijve men in het derde lid van hetzelfde artikel "De afvaardiging van elke vakorganisatie mag per punt vermeld op de agenda maximaal twee deskundigen aan zich toevoegen".

3. Het vijfde lid van hetzelfde artikel lijkt een te zware straf te bevatten - namelijk de uitsluiting van de vergadering van de hele afvaardiging van de vakorganisatie - ten opzichte van het nagestreefde doel, dat erin bestaat het

.../...

mogelijk te maken toegangskaarten voor de militaire lokalen af te geven.

4. In het zesde lid dienen de woorden "of zijn afgevaardigde" te vervallen. Alleen de minister kan zich door een gemachtigde laten vervangen.

5. Het zevende lid is vatbaar voor kritiek in zoverre de voorzitter een lid van een representatieve vakbondsafvaardiging bij de opening van de vergadering van het onderhandelingscomité kan wraken. In dat geval immers kan de vakorganisatie dat lid niet meer vervangen (1).

Onder voorbehoud van deze opmerking vervange men in dit zevende lid de woorden "binnen de beste termijnen" door de woorden "zo spoedig mogelijk", het woord "herleid" door het woord "beperkt" en de woorden "ten laatste" door het woord "uiterlijk".

Artikel 36.

1. Er wordt voorgesteld paragraaf 1 als volgt te redigeren :

(1) In dat verband wordt erop gewezen dat het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel alleen de wraking van technici mogelijk maakt (artikel 4, § 3, vijfde lid).

"Art. § 1. De bevoegde overheid maakt de voorontwerpen van wet en de ontwerpen van uitvoeringsbesluit bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet ambtshalve aanhangig bij het onderhandelingscomité.

Wanneer een representatieve vakorganisatie daarom overeenkomstig artikel 2, § 3, van de wet verzoekt, adieert de minister het onderhandelingscomité."

2. Er wordt voorgesteld om van paragraaf 2 een als volgt gesteld tweede lid van paragraaf 1 te maken :

"Daartoe richt de representatieve vakorganisatie bij een ter post aangetekende brief een verzoek aan de minister. In voorkomend geval brengt deze de bevoegde ministers of staatssecretarissen daarvan op de hoogte."

3. Er wordt voorgesteld een nieuwe paragraaf 2 in te voegen, luidende :

"§ 2. Als de Minister vaststelt dat een ontwerp krachtens artikel 2, § 2, van de wet niet ter fine van onderhandeling kan worden voorgelegd, brengt hij de bevoegde overheden en de representatieve vakorganisaties daarvan binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de dag van de aanhangigmaking bij het onderhandelingscomité bij een ter post aangetekende brief op de hoogte."

.../...

Artikel 37.

Er wordt voorgesteld het eerste lid van paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"Art. § 1. De voorzitter van het onderhandelings-comité stelt de agenda op, rekening houdend met de ambtshalve aanhangigmakingen en de verzoeken van de representatieve vakorganisaties bedoeld in artikel 36; hij bepaalt de datum van de vergaderingen."

2. Het tweede lid van paragraaf 2 van hetzelfde artikel stelt hetzelfde vormvereiste in als dat waarvan in artikel 35, vierde lid, van het ontwerp, sprake is, maar deze keer wordt in geen straf voorzien.

Voor dat verschil bestaat geen objectieve verklaring.

Artikel 38.

Er wordt voorgesteld het laatste lid als volgt te redigeren :

"Zolang de onderhandelingen niet afgesloten zijn, mogen deze documenten niet aan derden worden meegedeeld."

.../...

Artikel 39.

Er wordt voorgesteld het tweede lid van dit artikel als volgt te redigeren :

"Als geen enkele afvaardiging van de vakorganisaties aanwezig is, stuurt de secretaris een tweede oproeping, waarin de vergadering wordt belegd binnen een termijn die niet minder dan zeven dagen mag bedragen.

Als op die nieuwe vergadering alle delegaties van de vakorganisaties niet aanwezig zijn, wordt de onderhandeling als voltooid beschouwd".

Artikel 40.

Dit artikel is vatbaar voor kritiek in zoverre het de afvaardigingen die aanwezig zijn op de vergaderingen van het onderhandelingscomité mogelijk maakt de agenda te wijzigen en er aldus een punt aan toe te voegen, terwijl sommige afwezige vakbondsafvaardigingen daarbij zeer geïnteresseerd zouden kunnen zijn.

Zo kan een minderheid de werkzaamheden van het onderhandelingscomité regelen.

Er wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te redigeren :

.../...

"Wijzigingen van de agenda kunnen alleen dan worden aanvaard wanneer alle betrokken afvaardigingen aanwezig zijn en daarmee eenparig ingestemd hebben."

Artikel 42.

De artikelen 42 en volgende van het ontwerp hebben betrekking op het afsluiten van de onderhandeling.

Er blijken echter enige tegenstrijdigheden betreffende het juiste ogenblik van die afsluiting.

Zo geeft het eerste lid aan dat de onderhandeling eindigt binnen dertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop het comité het punt voor het eerst heeft onderzocht, terwijl de artikelen 44, § 2, vijfde en zesde lid, en 46 andere datums voorschrijven, namelijk hetzij de datum waarop het protocol wordt ondertekend, hetzij de datum van het protocol.

Er wordt dan ook voorgesteld het eerste lid van het ontworpen artikel als volgt te redigeren :

"Art. De onderhandelingsbesprekingen eindigen binnen een termijn van dertig dagen vanaf de dag ...".

Het laatste lid van het artikel behoort dienovereenkomstig te worden aangepast. Er wordt voorgesteld dat als volgt te redigeren :

.../...

"Na het verstrijken van de termijnen bepaald in het eerste en het derde lid, maakt de voorzitter een ontwerp van protocol op".

In het tweede lid schrijve men : "De aanwezige afvaardigingen kunnen bij onderlinge overeenkomst de termijn verlengen". Deze opmerking geldt ook voor artikel 58 van het ontwerp.

Artikel 43.

Gelet op de opmerking die over artikel 42 is gemaakt, dient 6° van artikel 43 als volgt te worden gewijzigd :

"6° de punten waarvoor de besprekingen afgesloten zijn".

In het tweede lid schrijve men : "... weigeringen om te ondertekenen van één of meer vakorganisaties". Deze opmerking geldt ook voor artikel 59.

Artikel 44.

1. In paragraaf 1 vervange men de woorden "binnen tien dagen na de beëindiging van de onderhandeling" door de woorden "binnen tien dagen na de afloop van de onderhandelingsbesprekingen".

2. Er wordt voorgesteld in paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel de term "de verzending" te vervangen door de term "de ontvangst", gelet op de inhoud van paragraaf 1, en eventueel de ongebruikelijke termijn van dertien dagen aan te passen.

Er wordt voorgesteld het tweede lid van paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"Het ontwerp van protocol wordt definitief wanneer bij het verstrijken van de voormelde termijn geen enkele tekstwijziging wordt voorgesteld. In het tegenovergestelde geval worden de opmerkingen van de afvaardigingen opgenomen in het protocol, waarvan de aldus gewijzigde tekst definitief wordt.".

Er wordt voorgesteld het vijfde lid van paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"De onderhandeling wordt afgesloten door de ondertekening van het protocol.".

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 62 van het ontwerp.

Artikel 45.

Dit artikel schrijft niet voor dat een kopie van het protocol aan de louter erkende vakorganisaties wordt gestuurd.

.../...

Krachtens artikel 13, 3º, van de wet, hebben de vakorganisaties echter het recht alle documentatie te ontvangen met betrekking tot de materies waarover onderhandelingen of overleg moet worden gevoerd.

Artikel 45 van het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 46.

1. De eerste zin van het artikel dient te vervallen, gelet op artikel 6, tweede lid, van de wet.

Artikel 47.

Doorgaans staat het aan het comité of aan de commissie zelf om zijn/haar huishoudelijk reglement vast te stellen. Dat wordt inzonderheid bepaald door artikel 32 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

In het onderhavige geval is dat een taak van de Minister van Landsverdediging, met dien verstande dat over het reglement onderhandelingen moeten worden gevoerd.

Dat systeem is vatbaar voor kritiek :

.../...

a) Meestal kan een huishoudelijk reglement alleen betrekking hebben op minder belangrijke onderdelen van de werkwijze van het comité. In dit ontwerp echter moet het ook de gevallen regelen waarin niet is voorzien.

De opdracht van bevoegdheid is dan ook onwettig omdat ze te ruim is.

In de tekst van het ontwerp zou duidelijk moeten worden opgesomd welke aspecten van de werkwijze van het comité in aanmerking moeten worden genomen in het huishoudelijk reglement.

b) Teneinde elke betwisting over de werkwijze van het onderhandelingscomité te voorkomen, is het van belang dat het huishoudelijk reglement ervan door de representatieve vakorganisaties wordt goedgekeurd.

Over dat reglement kan echter niet worden onderhandeld, gelet op artikel 2 van de wet.

Er moet dan ook een andere procedure van samenwerking worden ingesteld voor het opstellen ervan.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. Tijdens de eerste vergadering van het onderhandelingscomité, waarop naast de voorzitter of zijn gemachtigde, aanwezig zijn een afvaardiging van de overheid samengesteld overeenkomstig artikel 34, § 2, en twee verantwoordelijke leiders per representatieve vakorganisatie, wordt een

.../...

huishoudelijk reglement opgesteld en aangenomen bij volstrekste meerderheid van stemmen van de aanwezige afvaardigingen. Voor elke latere wijziging dient dezelfde procedure te worden gevolgd."

Titel IV.

Er wordt voorgesteld de onderverdeling in hoofdstukken en in afdelingen te laten vervallen en het opschrift van titel IV als volgt aan te passen :

"Titel IV - Oprichting, samenstelling en werkwijze van het hoog overlegcomité".

Titel IV zou uit de artikelen 49 tot 64 bestaan.

Artikel 49.

Men schrijve : "binnen" in plaats van "in de schoot van".

Artikel 51.

1. In zoverre artikel 51 handelt over de samenstelling van het onderhandelingscomité, wordt verwezen naar de commentaar die aan artikel 34 van het ontwerp is gewijd.

.../...

2. De woorden "Behalve in geval van overmacht", die voorkomen in het derde lid van paragraaf 2, zijn overbodig, gelet op artikel 55 van het ontwerp.

3. Paragraaf 3 van artikel 51 geeft aanleiding tot dezelfde opmerking als die welke betreffende artikel 34, § 3, van het ontwerp is geformuleerd.

Artikel 52.

In zoverre het ontworpen artikel 52 aanknoopt bij artikel 35, wordt verwezen naar de commentaar bij die bepaling.

Artikel 53.

1. In zoverre het artikel aanknoopt bij artikel 36 van het ontwerp, wordt verwezen naar de commentaar waartoe die bepaling aanleiding heeft gegeven.

2. Er wordt voorgesteld artikel 53 als volgt te redigeren :

"Art. § 1. De bevoegde overheid maakt de ontwerpen van militair reglement die de aangelegenheden regelen vermeld in artikel 2, § 1, van de wet, ambtshalve bij het hoog overleg-comité aanhangig.

.../...

Het wordt door de Minister geadieerd wanneer een representatieve vakorganisatie daarom overeenkomstig artikel 2, § 3, van de wet, verzoekt. Deze organisatie richt daartoe bij een ter post aangetekende brief een verzoekschrift aan de Minister. Deze brengt de bevoegde Ministers of Staatssecretarissen daarvan in voorkomend geval op de hoogte.

§ 2. Als de voorzitter van het hoog overlegcomité vaststelt dat een ontwerp krachtens artikel 2, § 2, van de wet niet ter fine van onderhandeling kan worden voorgelegd, brengt hij de bevoegde overheden en de representatieve vakorganisaties daarvan binnen een termijn van vijftien werkdagen, te rekenen vanaf de dag van de aanhangigmaking bij het hoog overlegcomité, bij een ter post aangetekende brief op de hoogte."

Artikel 54.

1. Er wordt voorgesteld paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"Art. § 1. De voorzitter van het hoog overlegcomité stelt de agenda op, rekening houdend met de ambtshalve aanhangigmakingen en de verzoeken van de representatieve vakorganisaties; hij bepaalt de datum van de vergaderingen.

De agenda vermeldt per agendapunt binnen welke van de in artikel 58 gestelde termijnen het overleg afgesloten dient te zijn".

.../...

2. In zoverre paragraaf 2 aanknoopt bij artikel 38 van het ontwerp, wordt verwezen naar de commentaar die op die bepaling is geleverd.

Artikel 55.

Aangezien artikel 55 aanknoopt bij artikel 39, wordt verwezen naar de commentaar waartoe deze bepaling aanleiding heeft gegeven.

Artikel 56.

De opmerking die over artikel 40 is gemaakt, geldt ook voor artikel 56.

Artikel 58.

1. De artikelen 58 en volgende van het ontwerp hebben betrekking op het afsluiten van het overleg.

Zoals in de artikelen 42 en volgende van het ontwerp, die betrekking hebben op de onderhandeling, blijken er echter enige tegenstrijdigheden betreffende het bepalen van het juiste ogenblik van dat afsluiten.

Zo geeft artikel 58 aan dat de onderhandeling eindigt binnen dertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop het comité het punt voor het eerst heeft onderzocht, terwijl

de artikelen 60, § 2, vijfde lid, en 62 voor het afsluiten van het overleg andere datums voorschrijven.

Er wordt dan ook voorgesteld het eerste lid van het ontworpen artikel 58 als volgt te redigeren :

"Art. De overlegbesprekingen eindigen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop het comité het punt voor het eerst heeft onderzocht.".

2. Het laatste lid van het artikel behoort dienovereenkomstig te worden aangepast en als volgt te worden gesteld :

"Na het verstrijken van de termijnen bepaald in de vorige leden, maakt de voorzitter een ontwerp van advies op.".

Artikel 59.

Gelet op de reeds geformuleerde commentaren, behoort 6° van artikel 59 als volgt te worden gesteld :

"6° de punten waarvoor de besprekingen afgesloten zijn".

Artikel 60.

1. In zoverre artikel 60 aanknoopt bij artikel 44 van het ontwerp, wordt verwezen naar de commentaar die op die bepaling is gegeven.

2. In paragraaf 1 schrijve men :

"... en legt het, binnen tien dagen na afloop van de overlegbesprekingen, ter goedkeuring voor ...".

3. Er wordt voorgesteld in paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel de term "de verzending" te vervangen door de term "de ontvangst", gelet op de inhoud van paragraaf 1.

4. Er wordt voorgesteld het tweede lid van paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"§ 2. ... Het ontwerp van advies wordt definitief wanneer bij het verstrijken van de voormelde termijn geen enkele tekstwijziging wordt voorgesteld. In het tegenovergestelde geval worden de opmerkingen van de afvaardigingen opgenomen in het advies, waarvan de aldus gewijzigde tekst definitief wordt".

5. Er wordt voorgesteld het vijfde lid van paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"Het overleg wordt afgesloten door de ondertekening van het met redenen omklede advies".

.../...

Artikel 61.

1. Aangezien artikel 61 aanknoopt bij artikel 45 van het ontwerp, wordt verwezen naar de commentaar die op die bepaling is geleverd.

2. In 1° van het tweede lid schrijve men :

"1° de Minister en de overige betrokken Ministers of Staatssecretarissen;".

Onderdeel 2° is overbodig, aangezien de chef van de generale staf van rechtswege voorzitter is van het hoog overlegcomité, zelfs als zijn gemachtigde hem vervangen heeft.

3. Onderdeel 5°, dat 4° wordt, dient te worden aangevuld met een verwijzing naar de louter erkende vakorganisaties, gelet op artikel 13, 3°, van de wet.

Artikel 62.

1. De tweede zin van het eerste lid dient te vervallen, gelet op wat artikel 60, § 2, vijfde lid, bepaalt.

.../...

2. Het tweede lid van hetzelfde artikel bepaalt :
"de voorzitter geeft binnen de maand ... kennis", zonder te
preciseren met welke maand rekening dient te worden ge-
houden.

Artikel 63.

Aangezien dit artikel aanknoopt bij artikel 47 van
het ontwerp, wordt verwezen naar de op die bepaling gegeven
commentaar.

Titel V.

Er wordt voorgesteld de onderverdeling in hoofd-
stukken en in afdelingen van titel V te laten vervallen en
het opschrift van titel V als volgt aan te passen :

"Titel V - Oprichting, samenstelling en werkwijze van de
basisoverlegcomités".

Titel V zou uit de artikelen 65 tot 72 bestaan.

Artikel 65.

1. Paragraaf 2 voorziet in de oprichting van
bijzondere basisoverlegcomités, maar verwijst meteen naar
een later koninklijk besluit dat de samenstelling en de
werkwijze van die comités zal bepalen.

.../...

De bepaling dient te vervallen doordat het onderzochte ontwerp niet zelf die comités instelt.

Artikel 67.

Krachtens artikel 8, § 1, tweede lid, van de wet komt het niet aan de Koning toe, maar wel aan de Minister van Landsverdediging om de voorzitter van elk basisoverlegcomité aan te wijzen alsook de leden van de afvaardiging van de overheid en hun plaatsvervangers.

Het eerste lid van het artikel dient dienovereenkomstig aangepast te worden.

Artikel 68.

1. De tweede zin van het eerste lid is voor kritiek vatbaar, doordat hij het aantal technici beperkt die bij de representatieve vakorganisaties gevoegd kunnen worden.

Hoewel zo'n beperking toegelaten is in het kader van artikel 4, § 2, tweede lid, van de wet, geldt dat niet wanneer het gaat om artikel 8, § 1, vierde en vijfde lid, van dezelfde wet.

Deze bepaling behoort aangepast te worden aan de tweede zin van het tweede lid van artikel 67 van het ontwerp.

2. Gelet op die opmerkingen behoort het tweede lid, in fine, als volgt aangepast te worden :

"... alsook de identiteit van hun technici".

3. Aangezien de twee laatste leden van artikel 68 aanknopen bij het ontworpen artikel 35, wordt verwezen naar de commentaar die op die bepaling is gegeven.

Artikel 69.

Het tweede lid dient te vervallen, gelet op de opmerking die bij artikel 65 is geformuleerd.

Artikel 70.

1. Voor zover dit artikel artikel 53 van het ontwerp overneemt, wordt verwezen naar de commentaar die bij die laatste bepaling is geformuleerd.

2. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat krachtens artikel 8, § 3, van de wet een basisoverlegcomité gadiëerd kan worden ter zake van een aangelegenheid waarvoor dat comité bevoegd is, aangebracht door de voorzitter van dat comité, maar op verzoek van één van de leden ervan.

.../...

Het ontwerp zegt niets over de procedure die in dat geval gevolgd moet worden.

Artikel 71.

1. Voor het eerste lid wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 47.

2. Het tweede lid is niet conform artikel 8, § 1, vijfde lid, van de wet, dat stelt dat alleen de Koning de nadere regels bepaalt betreffende de "werking" van de basisoverlegcomités.

Zulke nadere regels moeten niet in het huishoudelijk reglement bepaald worden.

Daarin kunnen enkel louter bijkomstige regels worden gegeven.

Artikel 73.

Het tweede lid dient te vervallen aangezien het uitsluitend artikel 10, § 1, eerste lid, van de wet paraphraseert.

.../...

Artikel 75.

1. Paragraaf 1 stelt dat het geschillencomité wordt voorgezeten door de kabinetschef van de minister of zijn plaatsvervanger.

De leden van de ministeriële kabinetten, waarvan de taken bepaald worden in artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 mei 1965, zijn de persoonlijke medewerkers van de minister. Zij hebben niet de hoedanigheid van administratieve overheid en kunnen niet in de plaats treden van het overheidsbestuur (1). De rechtsleer omschrijft hen soms als "politieke ambtenaren" (2).

Overigens is het, gelet op de afdoening van geschillen die aan het comité wordt opgedragen, niet gerechtvaardigd dat een persoonlijke medewerker van de minister, die geen eigen bevoegdheden heeft, dat comité voorzit. De onpartijdigheid van de voorzitter van het geschillencomité moet bovendien verzekerd zijn. De steller van het ontwerp heeft overigens toegezien op de naleving van die vereiste wat de controlecommissie betreft, door beroepsmagistraten aan te wijzen. Dezelfde oplossing zou moeten gelden voor het voorzitterschap van het geschillencomité.

(1) SALMON, J., "Le Conseil d'Etat", Deel I, Brussel, Bruylant, 1994, blz. 402.

(2) SALMON, J., op. cit., blz. 402.

2. Het tweede lid van paragraaf 2 dient te vervallen. Artikel 10, § 4, van de wet bepaalt immers dat artikel 4, § 3, van dezelfde wet van toepassing is op de samenstelling van het geschillencomité, zodat de afvaardiging van de overheid moet bestaan uit de minister of de ministers en staatssecretarissen die bevoegd zijn voor de aangelegenheden die aan dat comité worden voorgelegd.

3. Er wordt op gewezen dat de afvaardiging van de overheid kan bestaan uit een onbeperkt aantal leden, terwijl de afvaardiging van elke representatieve of erkende vakorganisatie slechts twee verantwoordelijke leiders mag tellen. Een paritaire samenstelling van dat comité zou beter beantwoorden aan de taak ervan.

De tweede zin van het derde lid van paragraaf 2 van artikel 75 kan vervallen.

De tweede zin van het vierde lid van paragraaf 2 van artikel 75 kan eveneens vervallen, gelet op artikel 10, § 1, tweede lid, 1^o, van de wet.

In de eerste zin van het vierde lid schrijve men :

"De afvaardigingen van de niet-representatieve erkende vakorganisaties bestaan eveneens ...".

.../...

Artikel 76.

1. Gelet op de taken van het geschillencomité behoort men rekening te houden met de algemene beginselen van het recht, zoals het recht om gehoord te worden, het recht op een objectief onderzoek van het geschil, enz...

Algemeen beschouwd is artikel 76 onvolledig in verhouding tot de overige bepalingen van het ontwerp die voorzien in de verschillende comités die een rol spelen bij de maatschappelijke verhoudingen bij het leger.

De verwijzing naar de artikelen 54 tot 62 van het ontwerp inzake de werkwijze van het comité dient duidelijker afgestemd te zijn op de bevoegdheden die eraan worden opgedragen.

2. Het ontwerp zegt ook niets over de kosten van werking van het comité en over het huishoudelijk reglement ervan.

3. In het tweede lid van de Franse tekst vervangen men het werkwoord "ressortent" door het werkwoord "ressortissent".

.../...

Artikel 77.

1. Uit artikel 15 van de wet blijkt dat de vertegenwoordigers van de vakorganisaties allen een "syndicale opdracht" vervullen.

De ontworpen tekst maakt echter inzake hun administratieve situatie een onderscheid tussen hen die deze opdracht op permanente wijze vervullen en hen die haar slechts incidenteel vervullen, waarbij de eerste groep geacht wordt te vallen onder "syndicale opdracht" en de tweede groep onder vakbondsverlof.

Met "permanente syndicale opdracht" dient de positie "permanent vakbondsverlof" overeen te stemmen, en dat wat betreft de vaste vakbondsafgevaardigden; met de overige "syndicale opdrachten" dient de situatie "vakbondsverlof" overeen te stemmen.

De bepaling onder 2° van het artikel dient dienovereenkomstig herzien te worden.

2. Onderdeel 3° van het artikel stelt de technici en de deskundigen van de vakorganisaties gelijk met vakbondsafgevaardigden. Welnu, deze kunnen burgers zijn en geen enkele band met het leger hebben. Men dient bijgevolg de rechtspositie van de deskundigen te herzien in het licht van de commentaar op artikel 35 van het ontwerp.

.../...

3. In onderdeel 4° van hetzelfde artikel wordt verwezen naar de artikelen 13, 1° en 2°, en 14, 1°, 2° en 3°, van de wet.

Het is niet duidelijk waarom niet verwezen wordt naar de prerogatieven vastgelegd in onderdeel 3° van artikel 13 en onderdeel 4° van artikel 14 van de wet.

Niets staat er immers aan in de weg dat een representatieve erkende vakorganisatie een personeelslid aanwijst om de documentatie te ontvangen die noodzakelijk is voor de onderhandelingen en het overleg en dat zij eveneens een personeelslid aanwijst om vakbondsvergaderingen te beleggen.

4. Het tweede lid van artikel 77 is niet conform artikel 15 van de wet. Het komt de Koning niet toe een categorie van militairen uit te sluiten van de vervulling van vakbondsopdrachten.

Alleen een wijziging van artikel 1 van de wet, dat het toepassingsgebied ervan vastlegt, zou ertoe kunnen leiden dat militaire gegadigden uitgesloten worden of gedeeltelijk onder die wet vallen.

Artikel 78.

Het eerste lid van het artikel kan verwarring stichten. De verplichting om de lijst van de verantwoordelijke leiders aan de minister te zenden, rust in werkelijkheid alleen op de vakorganisaties die een erkenning wensen.

.../...

Het gaat enerzijds om de representatieve vakorganisaties die aangesloten zijn bij een vakorganisatie die zitting heeft in de Nationale Arbeidsraad en anderzijds om de al dan niet representatieve erkende beroepsorganisaties.

Het eerste en het tweede lid dienen bijgevolg als volgt gewijzigd te worden :

"Art. Wanneer de lijst van de verantwoordelijke leiders van de erkende vakorganisaties meer dan zes personen omvat, verkrijgen slechts de eerste zes de hoedanigheid van verantwoordelijke leider".

Artikel 79.

1. Uit het artikel blijkt dat enkel de representatieve vakorganisaties over vaste vakbondsafgevaardigden zullen kunnen beschikken.

Artikel 15 van de wet verduidelijkt echter dat de Koning (...) de regelen (bepaalt) die voor de militaire afgevaardigden van de erkende syndicale organisaties gelden. De machtiging is geenszins beperkend.

Vergeleken met de regeling bij de rijkswacht, volgens welke de louter erkende organisaties gemachtigd zijn om twee vaste afgevaardigden aan te wijzen wier bezoldigingen ten laste worden genomen door de begroting van het

.../...

Ministerie van Binnenlandse Zaken (1), lijkt het vakorganisatorisch bestel bij het leger voor de louter erkende vakorganisaties erg beperkend, en is het niet duidelijk of zo'n verschil in behandeling ten opzichte van de representatieve vakorganisaties als objectieve en redelijke rechtvaardiging kan gelden.

Als men de louter erkende vakorganisaties niet toestaat vaste afgevaardigden aan te wijzen, beperkt men de doeltreffendheid van hun vakbondsvrijheid aanzienlijk, zonder dat aangetoond is dat die beperking noodzakelijk is voor de goede werking van het leger.

Artikel 80.

1. Het artikel heeft betrekking op de intrekking van de erkenning van een vaste vakbondsafgevaardigde. Hoewel het advies van het geschillencomité vereist is, wordt niets bepaald voor het verhoor van die vaste afgevaardigde. Welnu, in het onderhavige geval raakt men aan de rechtspositie van dit lid van het militaire personeel, aangezien er een einde wordt gemaakt aan zijn vakbondsverlof.

(1) Krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel.

Bij deze procedure zouden bepaalde waarborgen moeten worden ingebouwd voor diegene op wie zij betrekking heeft (1).

2. Het laatste lid van het artikel dient te verduidelijken vanaf welke kennisgeving de beslissing van de minister uitwerking heeft.

Artikel 81.

1. Gelet op de opmerking die geformuleerd is bij artikel 77, 2°, wordt voorgesteld om in fine van het eerste lid te schrijven : "... is hij van rechtswege met permanent vakbondsverlof".

2. In de paragrafen 2 en 3 van hetzelfde artikel dienen de termen "de permanente syndicale opdracht" vervangen te worden door de termen "het vakbondsverlof".

(1) Zie, artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel, dat stelt dat de minister over deze intrekking beslist nadat hij de vaste afgevaardigde en één of meer verantwoordelijke leiders heeft gehoord en het advies van het onderhandelingscomité heeft ingewonnen.

3. Het laatste zinsdeel van paragraaf 3, eerste lid, "of ook nog wanneer zijn syndicale organisatie niet langer als representatief beschouwd wordt", is overbodig, aangezien het gaat om een logisch gevolg van het verlies van representativiteit.

Artikel 85.

1. In de regeling die door het ontwerp is ingesteld in de artikelen 3 en 79, komt het de Minister van Landsverdediging toe om hetzij met de Koning, hetzij alleen, de erkenning te verlenen of te weigeren.

Dit artikel stelt daarentegen dat het de militaire overheid zelf is die de erkenning verleent aan de tweehonderd leden die vermeld worden op een lijst die opgesteld wordt door elke representatieve vakorganisatie.

Het is niet duidelijk wat de reden is voor dit verschil in ingestelde regeling.

Aangezien de procedure voor de erkenning van de vak-organisaties een niet-onbelangrijke politieke inhoud heeft, spreekt het vanzelf dat zij volvoerd wordt door een minister die verantwoordelijk is voor het Parlement (1).

(1) Er dient te worden opgemerkt dat artikel 11, § 1, van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel stelt dat het ook een aan gelegenheid van de Minister van Binnenlandse Zaken is om de andere categorieën van vakbondsafgevaardigden te erkennen.

Uit de uitleg die verstrekt is door de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de erkenning van die afgevaardigden automatisch geschiedt. Welnu, het tweede lid van artikel 85 ontkent deze bewering, aangezien de militaire overheid de erkenning kan weigeren.

2. Er wordt voorgesteld om artikel 85, eerste lid, aan te vullen door aan te geven dat de afgevaardigde die overeenkomstig artikel 11, § 1, zesde lid, van de wet, aanwezig mag zijn bij de onderzoeksverrichtingen van de controlecommissie eveneens gekozen mag worden uit de tweehonderd leden van de bovengenoemde lijst.

Terwijl de lijst die krachtens artikel 87, tweede lid, van het ontwerp opgemaakt wordt door de louter erkende vakorganisaties, vertegenwoordigers van alle categorieën van het militaire personeel dient te bevatten, hoeft de lijst die aan de orde is in artikel 85, eerste lid, niet te voldoen aan dat vereiste.

Welnu, krachtens de artikelen 1, § 1, en 12, 1°, van de wet, moeten de erkende vakorganisaties de belangen behartigen van alle categorieën van militairen.

Artikel 85, eerste lid, van het ontwerp behoort dienovereenkomstig aangepast te worden.

.../...

Artikel 86.

1. Uit het artikel blijkt dat het vakbondsverlof slechts wordt verleend voor de dag waarop het comité vergadert en niet voor de dagen die nodig zijn voor de voorbereiding van de werkzaamheden van dat comité. De ontworpen tekst lijkt derhalve beperkend (1).

2. In het eerste lid schrijve men : "... vakbondsverlof voor de dag waarop de besprekingen ... plaatshebben".

3. Het tweede lid van hetzelfde artikel is voor kritiek vatbaar, voor zover het artikel 2, §§ 1 en 2, van het ontwerp van toepassing verklaart op de personeelsleden, terwijl die bepaling betrekking heeft op de uitzonderingsgevallen bij de onderhandeling en bij het overleg.

Er wordt voorgesteld om het tweede lid als volgt te stellen :

"Het in het eerste lid bedoelde vakbondsverlof kan niet worden verleend aan militairen die aangewend worden krachtens artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden".

(1) Zie artikel 12, § 1, van het voornoemde koninklijk besluit van 13 januari 1988, dat bepaalt dat het vakbondsverlof niet alleen verleend wordt voor de dag waarop het desbetreffende comité vergadert, maar eveneens voor de dag of de dagen die nodig zijn voor de voorbereiding van de werkzaamheden van dat comité.

Afdeling III.

In het opschrift van afdeling III, schrijve men "De prerogatieven van de vakorganisaties".

Artikel 87.

1. Het eerste lid verwijst naar de prerogatieven van de representatieve vakorganisaties bedoeld in artikel 14, 1º, 2º en 3º van de wet. Welnu, die bepaling bevat eveneens een onderdeel 4º, dat betrekking heeft op het prerogatief om vergaderingen te beleggen in de lokalen.

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat het voor een vakbondsafgevaardigde niet mogelijk is om op lokaal vlak een vergadering te beleggen. Dat initiatief dient uit te gaan van de vakorganisatie zelf, gelet op artikel 30 van het ontwerp.

Er wordt verwezen naar de commentaar bij dat laatste artikel.

2. Overeenkomstig het tweede lid van het artikel komt het aan de chef van de generale staf toe om de twintig leden te erkennen op de lijst die is opgemaakt door de louter erkende vakorganisaties.

.../...

Er wordt verwezen naar de kritiek die geuit is naar aanleiding van het onderzoek van artikel 85 van het ontwerp.

3. Aangezien de twintig leden op de lijst vakbondsprerogatieven zullen hebben op lokaal vlak, dient men, zoals in het eerste lid van hetzelfde artikel, te bepalen dat die lijst gericht moet worden aan de betrokken korpscommandanten.

Artikel 88.

Het tweede lid knoopt in zekere zin aan bij artikel 14 van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel.

Die laatste bepaling is nochtans duidelijk minder beperkend.

Dat immers voor de berekening van de arbeidstijd de vrijstelling van dienst slechts in aanmerking wordt genomen voor ten hoogste één dag per trimester, speelt in het voordeel van het personeel dat vakbondsprestaties heeft vervuld.

Artikel 88 van het ontwerp bepaalt op dezelfde wijze dat de vrijstelling van dienst in aanmerking wordt genomen voor ten hoogste één dag per trimester. Daarentegen

.../...

bepaalt het dat die dag wordt toegekend "per korps of gelijkwaardige eenheid".

De door artikel 88 ingestelde regeling lijkt het begrip vrijstelling van dienst te verdraaien, dat gewoonlijk veronderstelt dat de vrijstelling verbonden blijft aan de administratieve stand van de vakbondsafgevaardigde, personeelslid in wiens voordeel zij geldt.

2. De laatste zin van artikel 88 bepaalt eveneens dat die dag per trimester wordt ingehouden op het totaal van vijftig dagen vakbondsverlof, genoemd in artikel 89, § 1, tweede lid, van het ontwerp.

Deze inhouding geschiedt dus enkel op het overblijvende aantal verlofdagen dat aan de louter erkende vakorganisaties wordt toegekend.

Uit de uitleg die door de gemachtigde officier is verstrekt, blijkt dat dit systeem alleen voor die vakorganisaties bedoeld is, aangezien zij geen enkele activiteit op nationaal vlak vervullen.

Dit systeem is voor kritiek vatbaar, daar het geen rekening houdt met de bijzondere kenmerken van de vrijstelling van dienst en van het vakbondsverlof. De vrijstelling van dienst is geen vakbondsverlof en mag derhalve niet in mindering worden gebracht van het overblijvende vakbondsverlof.

.../...

Uit de inlichtingen die door de gemachtigde officier zijn verstrekt, blijkt eveneens dat de in artikel 87 van het ontwerp bedoelde lijst ongeveer honderd korpsen of eenheden zal omvatten (dit wil zeggen daar waar er meer dan honderd militairen zijn).

Aangezien de louter erkende vakorganisaties over slechts vijftig dagen vakbondsverlof zullen beschikken, betekent dit dat voor de vervulling van de prerogatieven genoemd in artikel 13, 1^o en 2^o, van de wet, zij niet alle korpsen of eenheden zullen kunnen vertegenwoordigen, daar zij slechts over één dag per trimester beschikken. Het is inderdaad zo dat wanneer een vakorganisatie louter erkend is, zij niet per definitie vertegenwoordigd zal worden in het geheel der korpsen van het leger. De ingestelde regeling laat hoe dan ook weinig ruimte voor de uitoefening van de prerogatieven door de vakorganisaties.

De bepaling dient derhalve te worden herzien met inachtneming van de algemene opmerkingen.

Artikel 89.

Het tweede en het derde lid van paragraaf 1 horen niet thuis in de bepaling die vooral betrekking heeft op het vakbondsverlof van de afgevaardigden voor het deelnemen aan de werkzaamheden van de in de vakorganisatie opgerichte algemene commissies en comités.

.../...

Het is derhalve beter een nieuw artikel te maken dat de twee voornoemde leden overneemt en het in te voegen in "Hoofdstuk I - Algemene bepalingen" van titel VII.

Op paragraaf 2 van het onderzochte artikel behoort dezelfde kritiek te worden geleverd als die welke bij artikel 86, tweede lid, van het ontwerp is geformuleerd.

Eerder dan steeds systematisch het beginsel te herhalen dat erin is vervat, zou het beter zijn er een algemene bepaling van te maken.

Artikel 90.

Er wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. De afgevaardigde van elke erkende vakorganisatie verkrijgt, wanneer hij de hoedanigheid van personeelslid bezit, vakbondsverlof tijdens en met het oog op de uitoefening van de activiteit genoemd in artikel 11, § 1, zesde lid, van de wet".

Artikel 91.

1. In verband met het "geclassificeerd karakter" van bepaalde feiten of bescheiden, wordt verwezen naar de commentaar onder artikel 1, eerste lid, 12°, van het ontwerp.

.../...

2. In onderdeel 1° van het tweede lid behoort alleen te worden verwezen naar artikel 80; het is immers overbodig om de twee overige bepalingen te citeren, aangezien zij eveneens naar artikel 80 verwijzen.

3. Onderdeel 2° dient als volgt aangevuld te worden :

"2° de schorsing gedurende één jaar van het recht om op te treden als deskundige of technicus in het onderhandelingscomité, het hoog overlegcomité, een basisoverlegcomité of het geschillencomité;".

4. Wanneer een vakbondsafgevaardigde bij het leger geen rekening houdt met het "vertrouwelijk" en "geclassificeerd" karakter van bepaalde bescheiden, is het normaal dat sancties ten aanzien van hem worden genomen en dat hij gedurende een bepaalde periode, geen vakbondsopdrachten meer bij het leger mag vervullen.

Men behoort echter de sanctie te beperken tot de uitoefening van de vakbondsactiviteit bij het leger.

Onderdeel 4° moet zo gelezen worden dat het de aldus bestrafte vakbondsafgevaardigde niet belet om vakbondsactiviteiten uit te oefenen binnen zijn organisatie zelf.

.../...

Aangezien het gaat om sancties die betrekking hebben op de rechtspositie van de vakbondsafgevaardigde, dienen de rechten van verdediging nageleefd te worden en meer bepaald het recht om gehoord te worden.

Globaal wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 76 van het ontwerp betreffende de procedure voor het geschillencomité (1).

5. In het laatste lid van artikel 91 behoort verduidelijkt te worden vanaf welke kennisgeving de beslis-sing uitwerking heeft.

Het zou tevens nuttig zijn dat de betrokken militaire overheden ingelicht worden over die sancties.

Artikel 92.

1. Gelet op de commentaar die gegeven is bij de begrippen "syndicale opdracht" en "vakbondsverlof" (artikel 77 van het ontwerp), behoort het eerste lid van het onderhavige artikel als volgt gesteld te worden :

-
- (1) Op dezelfde wijze beslist de Minister van Binnenlandse Zaken, krachtens artikel 17, § 4, van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties van het rijkswachtpersoneel, over het opleggen van soortgelijke sancties, nadat hij eerst de betrokken vakbondsafgevaardigde heeft gehoord en vervolgens een of meer verantwoordelijke leiders heeft gehoord en nadien het advies van het onderhandelingscomité heeft ingewonnen.

"Art. Het personeelslid-vakbondsafgevaardigde wordt tijdens zijn vakbondsverlof of zijn ontheffing van dienst om vakbondsredenen geacht in werkelijke dienst te zijn wat zijn rechtspositionele rechten betreft".

2. Het is niet duidelijk waarom de deelname van een vakbondsafgevaardigde aan de onderzoeksverrichtingen van de controlecommissie niet in aanmerking wordt genomen in het tweede lid van het artikel, noch waarom de vaste afgevaardigde buiten de werkingssfeer ervan wordt gehouden.

Artikel 93.

1. In paragraaf 1 dient de verwijzing naar artikel 20 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, alsook de verwijzing naar artikel 1, § 2, van de wet van 11 juli 1978 te worden weggelaten, aangezien die bepalingen geen enkel verband houden met de tekst van het ontwerp.

2. Het tweede lid van paragraaf 2 van artikel 93 is overbodig en dient te vervallen.

3. Het zou beter zijn paragraaf 3, tweede lid, van artikel 81 te combineren met paragraaf 3 van het onderhavige artikel en het begrip "stabiliteit van administratieve aanwijzing" te verduidelijken.

.../...

4. De tweede zin van paragraaf 3 verwijst naar een geschil dat ontstaat naar aanleiding van een "mutatie" van een vakbondsafgevaardigde. Zo'n geschil zou voor het geschillencomité gebracht moeten worden voordat de bevoegde overheid haar beslissing neemt.

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men "overplaatsing" en niet "mutatie".

De laatste zin van diezelfde paragraaf is voor kritiek vatbaar aangezien zij de "stabiliteit van administratieve aanwijzing" slechts toekent aan de afgevaardigden die sinds minstens zes maanden vermeld staan op de lijsten bedoeld in de artikelen 85 en 87 van het ontwerp. Er bestaat geen redelijk motief om de sinds korte tijd in dienst zijnde vakbondsafgevaardigden anders te behandelen dan degenen van hen die al langere tijd fungeren.

Artikel 95.

1. In het eerste lid schrijve men :

"Art. Een militair die opgeroepen wordt om voor een representatieve vakorganisatie zitting te hebben als deskundige of technicus ...".

.../...

2. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat geen enkel vakbondsverlof voorgeschreven wordt voor de afgevaardigden of deskundigen van de louter erkende vakorganisaties die moeten deelnemen aan de werkzaamheden van het geschillencomité.

Het tweede lid van hetzelfde artikel is voor kritiek vatbaar doordat de reserve aan verlof bedoeld in artikel 89 van het ontwerp rechtstreeks ten goede moet komen aan de vakbondsafgevaardigden. Welnu, zelfs als een deskundige de hoedanigheid van militair heeft, betekent dit niet dat hij noodzakelijkerwijs die van vakbondsafgevaardigde heeft. Het systeem kan nadelig zijn indien men een beroep doet op deskundigen van buiten het leger.

Algemeen beschouwd dient het ontwerp, wat de rechtspositieregeling van de deskundigen betreft, herzien te worden.

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men in het tweede lid "reserve aan verlof" en niet "verlofkrediet".

Artikel 97.

1. Er wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te stellen :

.../...

"Art. De met toepassing van het koninklijk besluit van 5 januari 1982 ... erkende vakorganisaties voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst behouden die erkenning gedurende zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Gedurende die periode dienen de vakorganisaties een aanvraag tot erkenning in overeenkomstig artikel 3".

2. Het tweede lid is discriminerend voor de overige vakorganisaties. Het komt de Koning niet toe om de representatieve vakorganisaties vrij te stellen van de verplichting om te bewijzen dat zij voldoen aan de voorwaarden opgesomd in artikel 12, 1º tot 4º, van de wet. Het lid dient derhalve te vervallen.

Artikel 98.

Dit artikel is voor kritiek vatbaar voor zover het de zogenaamde representatieve vakorganisaties onderling discrimineert.

Deze bepaling stelt immers dat de erkende beroepsorganisatie die als representatief erkend is naar aanleiding van een telling, die hoedanigheid kan verliezen indien een nieuwe erkende beroepsorganisatie op haar beurt representatief wordt, terwijl de representativiteit van de vakorganisaties die aangesloten zijn bij een vakorganisatie die vertegenwoordigd is in de Nationale Arbeidsraad, nooit in twijfel wordt getrokken. Er wordt verwezen naar de algemene opmerkingen.

2. Er wordt voorgesteld het artikel als volgt te stellen :

"Art. De erkende beroepsorganisatie die, krachtens artikel 5, 2°, van de wet als representatief erkend wordt, behoudt die hoedanigheid zolang met toepassing van ... geen andere erkende beroepsorganisatie ...".

Artikel 99.

Er wordt voorgesteld om artikel 99 als volgt te stellen :

"Art. De adviesprocedures bedoeld in het koninklijk besluit van 20 oktober 1964 ... worden voortgezet totdat ze afgewikkeld zijn indien ze aangevat zijn vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Ten aanzien van de maatregelen waarover die adviezen gegeven zijn, behoeft niet meer de bij de wet voorgeschreven onderhandelings- of overlegprocedure te worden gevolgd".

Artikel 100.

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die geformuleerd zijn onder artikel 93 van het ontwerp.

.../...

Artikel 101.

Deze bepaling doet de artikelen 2, 3, 4, 6 tot 11, 13 tot 16 en 19 van de wet van 11 juli 1978 in werking treden.

Verskillende bepalingen van deze wet zijn immers reeds van kracht.

Dat is zeker het geval met de artikelen 5, 17 en 18, waarvan artikel 101 van het ontwerp derhalve terecht geen melding maakt, aangezien het eerste van kracht geworden is krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1994, en de twee overige krachtens de wet van 1978 zelf (1).

In de korte termijn die zij ter beschikking heeft, is de afdeling wetgeving van oordeel dat in de opsomming van de artikelen van deze wet van 1978, een opsomming opgenomen in artikel 101 van het ontwerp, ten onrechte artikelen worden vermeld die geacht kunnen worden reeds van kracht te zijn. Dat is het geval met de bepalingen, die hetzij vervangen zijn (artikelen 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 12 en 16), hetzij opgeheven (artikel 9), hetzij ingevoegd

(1) Volgens artikel 18, § 2, van de wet van 11 juli 1978 is het immers zo dat "de bepalingen van artikel 19 (...) niet op dit artikel toepasselijk (zijn) noch op artikel 17". Artikel 19 machtigt de Koning om de verschillende bepalingen van de wet in werking te doen treden en toe te passen. Voor de artikelen 17 en 18 van die wet heeft het gemeen recht de inwerkingtreding geregeld.

(artikel 14bis), hetzij gedeeltelijk gewijzigd (artikelen 11 en 13) bij de wet van 21 april 1994 tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht en van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

Artikel 19 van bovengenoemde wet van 21 april 1994 stelt immers :

"Art. 19. Iedere bepaling van deze wet treedt in werking op de datum bepaald door de Koning en uiterlijk op de eerste dag van de vierentwintigste maand volgend op die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

Enerzijds is deze wet van 21 april 1994 door artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 februari 1995 in werking gesteld wat al haar bepalingen betreft, en anderzijds blijkt uit de parlementaire voorbereiding van die wet dat de bedoeling van de wetgever, toen hij artikel 19 ervan heeft aangenomen naar aanleiding van een amendement, erin heeft bestaan de Koning te belasten met het in werking stellen van de bepalingen van de wet van 1978, die door de aan de orde gestelde wet gewijzigd dienden te worden. Dat amendement heeft immers aanleiding gegeven tot de volgende precisering :

"Amendement nr. 4 van de heer Demeulenaere (Stuk nr. 1266/2) strekt ertoe een artikel 19 (nieuw) toe te voegen ten einde iedere bepaling van de wet in werking te doen treden op de datum door de Koning bepaald en uiterlijk op de eerste dag na de twaalfde maand volgend op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

.../...

De indiener van het amendement is van oordeel dat het wetsontwerp door de invoeging van dit artikel spoedig ten uitvoer kan worden gelegd, waardoor het militair personeel zal worden gerustgesteld.

De minister deelt de mening van de indiener. Hij acht de voorgestelde "timing" evenwel te krap gelet op het overleg dat na de aanneming van dit ontwerp nog dient te worden gevoerd. Voorts moeten de voorzitters van de diverse commissies nog bij koninklijk besluit worden aangewezen. Bovendien zullen de vakbondsorganisaties de nodige stappen moeten zetten om een ledentelling te organiseren.

De heer Demeulenaere dient dan ook als subamendement op amendement nr. 4 een amendement nr. 6 in (Stuk nr. 1266/2) waarbij het woord "twaalfde" wordt vervangen door het woord "vierentwintigste".

Amendement nr. 4, als subamendement op amendement nr. 6, alsmede amendement nr. 6 tot toevoeging van een artikel 19 (nieuw) worden eenparig aangenomen" (1).

Daaruit volgt dat enkel de artikelen 14 en 15 van de wet van 11 juli 1978 in werking gesteld zouden moeten worden.

Artikel 102.

Er wordt verwezen naar de commentaar onder het voordrachtformulier.

Slotopmerking.

Talrijke bepalingen van het ontwerp bevatten fouten tegen het Nederlands, zoals bijvoorbeeld :

(1) Gedr. St., Kamer, nr. 1266/4 (zitting 1993-1994) p. 13.

- 1° niet-correcte zinsbouw (art. 2, § 3, "Zijn in toepassing ...");
- 2° gallicistische wendingen (idem, "in toepassing van"); (art. 5, 2°, "binnen de drie maanden ..."); (art. 44, § 2, vierde lid, "reglement van inwendige orde"); (art. 68, vierde lid, "de termijn ... herleid tot twee werkdagen); (art. 85, tweede lid, "intergeallieerde organismen");
- 3° inconsequenties, waarbij in dezelfde bepaling nu eens een correcte, dan weer een niet-correcte vorm wordt gebruikt [art. 88, tweede lid, "bedoeld bij (niet-correct) en "bedoeld in" (wel correct)];
- 4° woorden of uitdrukkingen die gebruikt worden in een betekenis die zij weliswaar in het Frans hebben, doch niet in het Nederlands (art. 93, § 3, "mutatie"); (art. 95, tweede lid, "krediet" in het woord "verlofkrediet").

Verscheidene in het ontwerp voorkomende fouten zijn ongerechtigheden waar al meermaals de aandacht op is gevestigd.

In het advies zijn bovendien, bij wijze van voorbeeld, enige tekstvoorstellen gedaan.

Een en ander heeft tot gevolg dat de Nederlandse tekst van het ontwerp herzien zou moeten worden.

La chambre était composée de :

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.

.../...